

Texte d'orientation du 44^e Congrès du Mouvement jeunes communistes de France





Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Table des matières

Le MJCF, une organisation utile, proche et révolutionnaire	3
Le MJCF, une organisation de masse révolutionnaire	3
Une organisation au plus proche des réalités des jeunes	3
Un mouvement émancipateur	4
Un mouvement démocratique	5
Une ambition révolutionnaire donc à vocation majoritaire	7
Le communisme comme horizon.....	8
Le socialisme unique solution pour le climat et la biodiversité	10
Le monde, l'Europe et la France face à la recomposition des rapports de force internationaux.....	11
Une recomposition des équilibres internationaux.....	11
Les guerres : catalyseurs de la recomposition des équilibres internationaux	13
La France, une puissance impérialiste	17
L'Europe face à ces recompositions mondiales	19
L'UE au service du capital.....	20
La République et ses institutions à bout de souffle	23
La démocratie mise à mal	23
Des institutions à bout de souffle.....	24
Une vague réactionnaire	25
Pour une République et des institutions populaires	26
Un service public qui ne permet pas l'émancipation	29
La ségrégation scolaire à l'œuvre	33
La formation professionnelle détricotée par le patronat	35
Des inégalités de classe renforcées dans l'enseignement supérieur.....	36
Les jeunes, main-d'œuvre malléable du capital	39
Un patriarcat imbriqué dans le système capitaliste	42
Racisme et antisémitisme comme poison de la division de la classe travailleuse	46
Le MJCF dans l'action	50
Le MJCF développe une activité de masse et diversifiée	50
Des structures proches du quotidien	51
Le MJCF mène des batailles pour l'autodétermination des peuples et contre l'impérialisme	52
L'Union des Étudiantes et Étudiants communistes, une branche au cœur des préoccupations étudiantes	53
Le MJCF en campagne : s'implanter sur les lieux d'études et de vie des jeunes	54

Le MJCF, une organisation utile, proche et révolutionnaire

Le MJCF, une organisation de masse révolutionnaire

Les jeunes sont de plus en plus éloignés des organisations politiques. Pourtant, les antagonismes de classe s'accroissent et les inégalités ne cessent de se développer. Depuis le précédent congrès, le climat international se tend avec la multiplication des guerres. Le dérèglement climatique, engendrant réchauffement climatique et multiplication des catastrophes naturelles, s'accroît d'année en année.

En France, comme ailleurs, l'extrême droite et ses idées progressent, y compris au sein de la jeunesse, et le pays se divise. C'est dans ce contexte que s'inscrit le 44e congrès du MJCF.

Le monde bascule et les digues tombent une à une. Pourtant, c'est avec un optimisme révolutionnaire que nous l'affirmons : le 44ème congrès devra être le congrès de la reconstruction. Car nous savons que nous nous lançons dans un long processus, nous nous apprêtons à poser seulement la première pierre. Le travail que nous allons mener est celui de revenir sur les fondamentaux : faire du Mouvement des Jeunes Communistes de France une organisation utile, proche et révolutionnaire. La jeunesse ouvrière n'est plus la même aujourd'hui qu'il y a 50 ans voire 20 ans, son rapport à la politique, ses manières de faire ou de penser ont été bouleversés par la phase néolibérale du capitalisme. Ce constat doit irriguer nos réflexions théoriques et pratiques.

Le MJCF doit répondre au besoin de construire une conscience de classe dans la jeunesse dans une visée révolutionnaire. Son organisation et sa structure se mettent au service de cet objectif.

Une organisation au plus proche des réalités des jeunes

Le MJCF est une organisation de jeunesse qui tend à regrouper en son sein le plus largement possible.

Le caractère de masse du MJCF est indissociable de son caractère de classe. Son développement est lié au développement de la conscience de classe. Prenant acte de la désorganisation politique d'une part de la jeunesse, et souhaitant l'organiser, il se refuse à toute stratégie qui ne parle qu'à un public d'initiés. Le MJCF tend à fonder son caractère de masse dans le développement même de la conscience de classe.

Au sein de la jeunesse, les enfants d'ouvriers et d'employés futurs ou actuels jeunes travailleuses et travailleurs, subissent le plus fortement les conséquences du capitalisme. Ces jeunes composent une majorité de la jeunesse. Le MJCF développe une adresse spécifique envers ces jeunes et se donne pour objectif d'unir la jeunesse autour de leurs intérêts de classe et de ceux des générations futures.

La dynamique d'appauvrissement, conséquence inhérente au capitalisme, généralisé se répercute directement sur toutes la majorité des franges de la jeunesse. C'est en ce sens que les intérêts de l'écrasante majorité de la jeunesse convergent.

Le MJCF est une organisation à l'image de la jeunesse. Il fait siennes les préoccupations, les modes de communication et de vie propres aux jeunes.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Les études supérieures représentent une période d'instabilité durant laquelle les jeunes vivent majoritairement sous le seuil de pauvreté, dans des logements souvent vétustes, chers ou inadaptés, et ce à cause de décisions gouvernementales bien réfléchies. Pour répondre aux besoins et modes de vie spécifiques à cette période, le MJCF s'est doté d'une branche étudiante afin de décliner son activité dans les lieux d'enseignement supérieur.

Les jeunes travailleuses et travailleurs, soumis à un monde du travail de plus en plus exigeant et précarisant, avec des contrats de courte durée, et un respect du code du travail approximatif. Le MJCF développe une adresse spécifique à ces jeunes qui sont souvent désemparés face au monde du travail.

La réalité des jeunes lycéennes et lycéens, période de construction capitale pour les jeunes, durant laquelle elles et ils sont soumis à de nombreux changements et apprentissages, sans pour autant être indépendantes et indépendants. Une adresse spécifique est développée par le MJCF afin d'adapter au mieux l'activité en fonction des lycées et de leur spécialité.

Les Jeunes travailleuses et travailleurs ainsi que les lycéennes et lycéens sont aujourd'hui moins organisés politiquement. Cela tient à des spécificités propres à chaque groupe et à leur mode de vie spécifique. En l'état, le MJCF ne se dote pas de branche lycéenne et jeunes travailleuses et travailleurs. Cependant, et dans l'objectif de s'en doter, il charge le CN de secteurs de travail dédiés à l'animation du militantisme sur ces secteurs. Dans les fédérations, à l'échelle des localités et lorsque les conditions le permettent, des secteurs lycéens et jeunes travailleuses et travailleurs doivent tendre à être créés.

Afin d'avoir une adresse spécifique aux lycéennes et lycéens, une responsable nationale ou un responsable national a la charge de ces questions afin d'assurer une ligne politique et de pouvoir produire du matériel sur ces questions. C'est l'interlocutrice privilégiée ou l'interlocuteur privilégié des fédérations dans le cadre de l'implantation sur les lycées.

Afin d'avoir une adresse spécifique aux jeunes travailleuses et travailleurs, une responsable nationale ou un responsable national a la charge de ces questions afin d'assurer une ligne politique et de pouvoir produire du matériel sur ces questions.

Le MJCF s'organise au plus proche des réalités des jeunes. Il adapte ses gestes et ses lieux de militantisme en fonction du quotidien des jeunes. Il développe des adresses et des revendications sur des questions qui touchent au quotidien des jeunes. La campagne structurante du MJCF est une porte d'entrée à la volonté d'abolir le capitalisme.

Un mouvement émancipateur

Le MJCF est un espace émancipateur pour les jeunes. Il est fait par et pour elles et eux. Pour mener son activité et les politiser, il s'inspire de l'éducation populaire. Le MJCF permet à la jeunesse, à travers et pour son action politique, d'accéder aux loisirs, aux sports, à la connaissance scientifique et à la culture. Il conçoit cette lutte pour l'émancipation des jeunes comme une dimension à part entière de son combat révolutionnaire.

Un mouvement féministe

Le MJCF combat la reproduction sociale en son sein. Au sein de ses activités, les tâches sont réparties équitablement et de manière non genrées afin de lutter contre la reproduction sociale. Cela forme un espace d'apprentissage pour déconstruire les biais genrés dans les tâches du quotidien pour former une jeunesse plus égalitaire. Le MJCF forme des formations à toutes ses adhérentes et tous ses adhérents afin qu'ils puissent militer sur tous les sujets d'intervention du mouvement et qu'ils puissent se cultiver et apprendre les uns des autres sur



Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

le plus de sujets possibles. Cette formation est un pilier essentiel de son action révolutionnaire et de la prise de conscience de classe chez les jeunes. Elle est donnée à et par tous les échelons du mouvement, qui incitent à y participer.

Le MJCF est un mouvement féministe, inclusif et progressiste. Il met tout en œuvre pour s'affranchir des violences systémiques qu'il pourrait perpétrer. Ainsi, il souhaite offrir un espace sécurisant et accueillant pour toutes et tous. Il combat les violences sexistes et sexuelles ainsi que les discriminations de genre et le patriarcat et n'en tolère aucune, y compris en son sein.

L'histoire, bataille idéologique

Le MJCF considère que l'histoire est un champ de bataille idéologique essentiel. La bourgeoisie et les forces réactionnaires mobilisent un roman national fantasmé pour justifier leur domination, naturaliser les inégalités et occulter les luttes passées. Il est donc crucial pour les jeunes communistes de s'appropriier l'histoire, de développer une analyse critique des récits dominants et de mettre en lumière les figures et les événements qui ont marqué la lutte pour l'émancipation.

L'accès à la connaissance historique est ainsi un outil d'émancipation essentiel pour les jeunes, leur permettant de développer une pensée critique et de se forger une identité politique propre. Dans cette perspective, le MJCF soutient et travaille avec des organisations comme l'ARAC (Association Républicaine des Combattants pour l'amitié, la solidarité, la mémoire, l'antifascisme et la paix), qui œuvrent à la préservation de la mémoire des luttes, à la défense des valeurs de paix et de solidarité, et à la lutte contre le fascisme.

Avant-Garde

L'Avant-Garde est l'organe central du MJCF. Il permet aux adhérentes et adhérents de lire et écrire dans un journal.

Il participe à part entière à l'émancipation et la formation des jeunes en proposant un travail d'analyse politique, de développement théorique et de plateforme pour les grands débats qui traversent notre mouvement.

L'Avant-Garde déploie les idées du MJCF et participe à la mise en place de sa campagne. Il diffuse des articles sur les sujets d'intérêts et de préoccupations des jeunes. Il est à l'image de la jeunesse. Il contribue au renforcement du mouvement.

L'Avant-Garde communique à l'aide des réseaux sociaux et fait sien les moyens de communication de la jeunesse. Cependant, il est également un lieu de débat, utile à la formation de tous les camarades quel que soit leur parcours et l'ancienneté. C'est pourquoi il s'attache également à la production d'articles théoriques. Il sert au MJCF à s'inscrire dans les débats stratégiques contemporains à gauche.

Un mouvement démocratique

Le MJCF forme à un type nouveau de démocratie. La nouvelle démocratie que nous portons ne s'arrête pas aux urnes et à l'assemblée mais s'étend au plus près du quotidien, particulièrement sur le lieu de travail. Face au sentiment d'impuissance, notre mouvement adopte et s'évertue à développer une stratégie claire dans sa volonté de forger une organisation de masse révolutionnaire.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

C'est un espace où les jeunes peuvent s'exprimer sans prérequis théorique. La parole est égale entre toutes les adhérentes et tous les adhérents. Il permet à tous et toutes de participer à la vie démocratique du mouvement.

Dans la continuité des ambitions présentées, la ligne portée par cette stratégie est celle de l'exemple positif. Dans la préparation de notre prise de pouvoir, le MJCF se fait entièrement l'outil de la classe travailleuse. Son organisation et ses modes d'organisation centraux et démocratiques en font un espace politique dédié au renforcement du pouvoir d'agir et de la prise en responsabilité des jeunes de notre classe.

Avec l'appui des organisations partenaires, en appuyant les initiatives locales du tissu associatif et syndical, il doit faire de chaque conquête et petites victoires un exemple d'efficacité de la force collective. Cette stratégie de l'exemple positif engagé la communication et la structure de notre mouvement. Elle permet d'impliquer et mettre en avant l'ensemble de nos adhérentes et adhérents. Le MJCF se doit d'organiser la jeunesse travailleuse en son sein. Nos modes d'actions, notre formation, ainsi que notre démocratie interne sont les meilleurs outils pour mener les mobilisations qui permettront d'obtenir des victoires.

Formation

La formation au MJCF assure à chaque adhérente et adhérent d'acquérir les compétences et clés d'analyse nécessaire à l'exercice démocratique. Le Conseil national s'appuie sur toutes les ressources existantes, pour proposer un ensemble de formation à travers un catalogue. Celui-ci est mis à disposition des fédérations sur un espace de partage. Il est composé des formations qu'il juge nécessaires au bon développement du mouvement et développe des supports afin d'appuyer l'activité des fédérations. Elles sont dispensées dans et part les différents échelons du MJCF.

Le MJCF permet à l'ensemble des adhérents et adhérentes d'acquérir les éléments théoriques et pratiques liés à la vie du mouvement. Il met aussi en œuvre des parcours de formation pour les responsables et les responsables en devenir du mouvement. Des supports écrits de la formation sont mis à disposition de toutes et tous pour permettre l'approfondissement des notions étudiées et le rattrapage de la formation pour tous les adhérentes absentes et adhérents absents. Par son action, il garantit un exercice plein et entier de la démocratie.

Réunions non-mixtes

Il met en place des réunions en non-mixité, réservées aux femmes si cela est jugé nécessaire par les concernées. Ces cadres locaux n'ont pas vocation à la prise de décision. Elles permettent la prise de parole des femmes du mouvement et la réflexion sur le militantisme autour des questions féministes. Aussi, des commissions féminismes ouvertes peuvent être créées localement pour impulser des initiatives autour de nos revendications féministes en tant que véritable outil de réflexion sur ces questions.

Bien que ces réunions doivent servir à la mise en confiance des personnes concernées, cela ne doit pas être le cadre privilégié pour la mise en responsabilité. Les camarades sont responsables de veiller à ce que les femmes ne soient pas cantonnées à l'animation de ces réunions et des batailles féministes. Il ne s'agit pas non plus de dispenser les hommes de réflexion politique et d'actions pour l'égalité de genre. Il est rendu obligatoire pour toutes et tous les adhérents de participer une fois par an à une formation nationale, départementale ou locale sur les luttes des violences sexistes et sexuelles. Cette formation est proposée par la commission de lutte contre les violences sexistes et sexuelles du MJCF.

Centralisme démocratique

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Le MJCF ne fonctionne pas en tendance. Il ne tolère aucune stratégie d'entrisme d'autres organisations en son sein et ne pratique pas l'entrisme dans d'autres organisations. Chaque échelon du MJCF respecte les décisions prises par l'échelon supérieur. En retour, l'échelon supérieur doit prendre en compte les avis et retours des militantes et militants de la base, garantissant ainsi une prise de décision ancrée dans la réalité du terrain. Il permet l'unité du mouvement tout en garantissant les débats dans les cadres qui lui sont donnés. Le caractère démocratique du mouvement est le cœur du centralisme démocratique que le MJCF fait sien.

Le centralisme démocratique peut être résumé de la manière suivante : "liberté totale dans la discussion, unité dans l'action". L'aspect démocratique assure les prises de décisions collectives : la liberté de débat dans les instances prévues à cet effet au sein du MJCF et un rapport constant des membres basés sur leurs expériences. L'aspect centraliste assure l'unité de l'action, il passe par le respect des décisions des échelons supérieurs et leur stricte application ainsi que le respect des instances et cadres nationaux ou fédéraux. Il implique le lien permanent avec la direction du mouvement, notamment à travers les suivis réguliers dans chaque fédération.

Une fois une décision prise démocratiquement, toutes les adhérentes et tous les adhérents doivent la respecter et la défendre publiquement et faire preuve de discipline, même en cas de désaccord. En cas de divergences, il est essentiel de ne pas exprimer de critiques en public, mais de discuter en interne pour préserver l'unité et la cohésion de l'organisation.

Le CN est chargé d'assurer la cohérence du mouvement à l'échelle nationale sur les plans idéologiques, organisationnels et militants. Le système de suivi, condition d'une organisation de masse. Les suivis et suivies, membres du CN, occupent une place névralgique au sein de leur fédération de suivi. Ils et elles doivent pouvoir s'y rendre en présentiel plusieurs fois par an et être disponibles auprès des cadres fédéraux, avec des appels téléphoniques hebdomadaires. Les cadres doivent être particulièrement attentives et attentifs aux profils de camarades ayant de l'expérience et pouvant être pertinentes et pertinents pour le rôle de suivi mais n'osant parfois pas candidater au CN. Cet enjeu est à relier à celui, plus large, de sous-candidatures au CN, particulièrement chez nos camarades femmes.

Une ambition révolutionnaire donc à vocation majoritaire

Le MJCF est un mouvement révolutionnaire. Il considère la révolution comme une transformation fondamentale des rapports sociaux de production et d'échanges.

Cela signifie, entre autres, l'appropriation collective des moyens de production.

La révolution socialiste consiste dans le renversement des rapports sociaux capitalistes permis par le contrôle démocratique des institutions économiques, sociales et politiques par la classe travailleuse et la suppression de la propriété bourgeoise.

Le MJCF considère que seules des mobilisations de masse dans l'intérêt du prolétariat, permettront de dépasser véritablement les institutions bourgeoises et de légitimer et maintenir les nouveaux pouvoirs de la classe travailleuse. Il construit donc ses actions et ses revendications dans l'objectif d'unir le plus largement autour d'elles. À ce titre, il forme des cadres et déploie le plus largement possible ses actions et sa campagne. Celle-ci est pensée pour conduire les jeunes à la remise en cause du capitalisme.

La Révolution socialiste française prendra une forme qui sera propre aux conditions matérielles du pays. C'est une construction de long terme qui exige la structuration et le renforcement de l'organisation.



Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Des révoltes populaires apparaissent lors de séquences historiques telles que les Gilets Jaunes ou les révoltes consécutives au meurtre de Nahel, violemment réprimées par la police. Notre rôle est de donner une perspective politique de classe à ces luttes.

Aux côtés du Parti communiste français dans sa lutte révolutionnaire, le MJCF se donne pour objectif de préparer la jeunesse à la révolution socialiste.

Il participe à faire grandir la conscience de classe et conscience politique de la classe travailleuse en organisant les jeunes.

Le MJCF travaille donc en complémentarité avec le Parti communiste français. Cette complémentarité est nourrie par des échanges permanents et fraternels, dans l'ensemble des échelons des deux organisations.

Le MJCF est une organisation indépendante. Cette indépendance est une stratégie des communistes afin d'amener les jeunes au communisme par des voies propres à la jeunesse. C'est cette indépendance politique d'organisation qui lui permet de mener son activité au plus proche des réalités des jeunes.

L'adhésion au MJCF ne demande aucun prérequis. Elle est libre et s'adresse au plus grand nombre. L'adhésion est proposée à chaque jeune qui s'intéresse à l'activité du MJCF. Elle permet aux jeunes rencontrés d'être contactés et intégrés aux activités du MJCF.

Au MJCF, la cotisation fait l'adhésion. Le montant de cette cotisation peut être modulé selon les conditions matérielles de l'adhérente ou de l'adhérent. Elle permet la participation de toutes et tous au bon fonctionnement du mouvement. En plus de la cotisation, le MJCF réfléchit et développe au quotidien des gestes de vie financière.

Le MJCF développe et popularise la nécessité de la révolution sociale, inspirée par les travaux de Marx, Engels et Lénine auprès de toutes les franges de la jeunesse.

Les modes de communication, de propagande et d'information ont profondément changé. L'écrasante majorité de la jeunesse s'informe à travers les réseaux sociaux. Ils sont devenus un lieu central du débat politique au sein de notre société, au point qu'ils constituent aujourd'hui un mode de politisation pour de vastes pans de la jeunesse de la classe travailleuse. Largement investis par les réactionnaires, ces espaces sont au cœur de la lutte idéologique en cours. Il nous faut mener cette lutte avec une plus grande efficacité. Le MJCF doit adapter ses méthodes de propagande politique en direction des réseaux sociaux. Cela signifie qu'il faut considérer les réseaux sociaux comme un terrain de propagande central à investir massivement pour diffuser nos points de vue. Cela signifie également repenser nos pratiques en investissant de manière plus efficace les réseaux sociaux.

Le communisme comme horizon

Le MJCF se bat pour l'avènement d'une société communiste, débarrassée de l'exploitation de l'Humain par l'Humain, qui est une société sans classe, sans genre, permettant le libre développement de toutes et tous.

Le capitalisme par les formes de production et l'accaparement des savoirs qu'il impose et l'accaparement des savoirs par la bourgeoisie est aliénant. L'émancipation de chacun et chacune nécessite la maîtrise de son travail, de son outil de travail et de son sur-travail : un travail libre, digne, émancipateur, satisfaisant les besoins collectifs donc individuels. Cela suppose l'abolition de la propriété privée des moyens de production et du salariat.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Seule la société communiste permet une véritable démocratie, qui est impossible tant que la classe capitaliste dirige la société et que les moyens de production ne sont pas collectivisés par les travailleuses et les travailleurs.

Le MJCF est alimenté par des héritages et expériences concrètes des luttes nationales et internationales des classes opprimées.

Il tire de la Révolution française l'aspiration à une souveraineté véritablement populaire, que seule l'émancipation du prolétariat peut réaliser. Il refuse la confiscation bourgeoise de la République et des droits de l'Homme, et affirme que seule une société débarrassée du capitalisme permet au peuple d'exercer pleinement sa souveraineté. Il en retire également l'universalisme, fondement de l'égalité de droit et étape nécessaire pour conquérir l'égalité de fait. Il se nourrit de l'Histoire de France pour construire son projet politique autour de la revendication d'une République Sociale, contre la république bourgeoise.

Il fait siens les travaux de Marx et d'Engels pour analyser et changer les rapports sociaux de production. Il affirme le rôle révolutionnaire du prolétariat antagoniste à la bourgeoisie, dont le but politique et économique est l'abolition de la propriété privée des moyens de production et la nécessité d'une socialisation desdits moyens.

Il s'approprie les apports de Jaurès aux idées socialistes en France ainsi que ses combats pour la paix et la laïcité. Il considère le capitalisme comme incompatible avec toute aspiration à la paix entre les peuples.

Il tire des travaux et de la vie de Lénine sa conception de l'organisation et de la prise de pouvoir. Sans parti et sans organisation, il ne peut y avoir de révolution et de prise de pouvoir par la classe travailleuse. Il fait siennes l'analyse de l'impérialisme faite par Lénine. Il définit l'impérialisme comme le stade suprême du capitalisme.

C'est ce que le MJCF nomme le marxisme-léninisme.

Cette organisation de la société doit permettre la construction du communisme, synonyme d'abolition de l'exploitation et de toute forme de domination.

Le socialisme est une phase dans laquelle la classe travailleuse a pris en main le pouvoir d'État et de l'économie mais où les réminiscences du capitalisme et la réaction de la bourgeoisie restent fortes. C'est une phase où les travailleuses et les travailleurs apprennent à gérer eux-mêmes la société avec, au centre, la défense de leurs intérêts à long terme. La dictature du prolétariat, c'est à dire l'exercice total du pouvoir par celui-ci, est nécessaire pour empêcher la contre-révolution de la bourgeoisie et mener la révolution à son terme.

La mise en place d'une société socialiste implique le dépassement du capitalisme. Il ne peut se faire sans la reprise en main des grands moyens de production et d'échanges. Concernant les secteurs stratégiques de l'économie, L'État met en œuvre des nationalisations qui doivent permettre la planification démocratique de la production. Ce qui implique un processus de destruction de l'état bourgeois pour l'instauration d'un état ouvrier.

L'État met en œuvre des nationalisations qui lui permettent de contrôler les secteurs stratégiques de l'économie. Cette action doit permettre la planification démocratique de la production. L'État socialiste s'organise en fonction des besoins de la société. Seule l'organisation socialiste de la société permet l'abolition à terme du capitalisme, du salariat, du patriarcat et l'avènement d'une véritable démocratie. Cette démocratie de la classe travailleuse s'organise à différents échelons (au sein d'une usine, d'une activité productive régionale...) et sont en lien constant avec l'État socialiste.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Le socialisme solution nécessaire pour le climat et la biodiversité

Le combat pour le climat et la biodiversité est un combat de classe. Le capitalisme exerce une prédation sur la nature et ses ressources.

Dans sa recherche du profit la bourgeoisie sacrifie notre écosystème, cela entraîne des conséquences néfastes (sécheresses, inondations, famines...) dont les classes populaires sont majoritairement victimes. Les plus précaires sont toujours les plus exposés à la violence de l'expansion continuelle du marché.

L'impérialisme entraîne la privatisation des terres et l'exploitation des sols pour des intérêts économiques du capital. Cette dynamique empêche le développement des populations et impacte plus fortement les pays dominés, colonisés, et subissant l'impérialisme. Les traités de libre échange imposent l'importation et l'exportation de marchandises qui devraient être produites sur le territoire national.

La jeunesse est aussi impactée par ces changements climatiques. Elle porte en elle une inquiétude quant à l'avenir. Celle-ci doit se traduire par un dépassement du capitalisme et une réponse de classe afin de sortir de l'écologie bourgeoise et libérale.

Cette vision de l'écologie, portée par la bourgeoisie, entend faire reposer le problème sur les individus. De fait, elle le fait reposer sur le prolétariat. Ceux-ci sont déjà bien souvent obligés de limiter leurs conditions matérielles. La bourgeoisie, en refusant de voir dans le capitalisme le problème central, ne propose que des gestes individuels pour répondre à la crise écologique. Ceux-ci se résument souvent à une dégradation des conditions de vie des travailleurs, comme le montre l'exemple de la baisse du chauffage. Lorsqu'elle parle du système, elle ne propose pas de réponses claires comme la planification écologique.

Le socialisme est une condition nécessaire solution pour lutter contre l'exploitation de la planète pour la recherche de profit. Elle se décline notamment par la remise en question de la privatisation des terres, des ressources et des biens communs. Par la primauté des besoins humains et la démocratie, il répond à la nécessité d'adaptation et de lutte face au dérèglement climatique et l'effondrement de la biodiversité.

Les travailleuses et travailleurs sont les plus à même d'impulser la transition écologique, puisqu'ils connaissent au mieux leur outil de production et leurs conditions de travail. La transition écologique ne pourra se faire qu'en donnant aux travailleurs un contrôle sur les choix de production et en développant des secteurs stratégiques écologiquement viables, dans une logique de planification économique et sociale.

Le monde, l'Europe et la France face à la recomposition des rapports de force internationaux

Une recomposition des équilibres internationaux

La remise en cause de l'hégémonie étasunienne

Les États-Unis, avec le soutien de leurs alliés européens, souhaitent maintenir leur hégémonie et préserver leurs intérêts à l'échelle internationale.

Ils poursuivent leur dessein impérialiste en s'appuyant sur différents outils de domination. D'une part, à travers des institutions financières internationales dominées par le dollar, comme le Fond Monétaire International et la Banque mondiale. Cette suprématie monétaire limite le développement des autres pays en les maintenant dans une dépendance, un ensemble de dette et en leur imposant un mode de développement contraire à leurs intérêts nationaux.

D'autre part, les tensions internationales sont alimentées par l'expansion continue de l'OTAN, bras armé des États-Unis.

Cela se traduit par une omniprésence des bases militaires états-uniennes, non seulement en Europe mais également en Afrique ou en Asie du Sud-Est. Cet aspect de l'impérialisme états-unien menace les souverainetés économique et politique des peuples et entretient un climat de danger permanent, de conflit imminent. Même débarrassé des États-Unis, l'OTAN resterait un outil de l'impérialisme.

L'émergence de nouvelles puissances comme la Chine vient bouleverser l'ordre international. Cette montée en puissance remet en cause l'hégémonie unipolaire des États-Unis, qui répondent par une stratégie de confrontation, tant sur le plan économique que militaire, culturel et idéologique.

Sur fond de remise en cause de la crédibilité du monde occidental, de nombreux pays se tournent vers des formes de coopération alternatives.

Les BRICS+, auxquels de nouveaux membres se joignent, bien que ni parfait ni une solution au problème plus général de l'impérialisme, témoignent d'une volonté des peuples à se libérer de l'unilatéralisme états-uniens et d'une opportunité de changement.

Des groupes de discussion jusqu'alors dominé par les occidentaux n'ont d'autres choix que de s'ouvrir aux voix du Sud. À l'image du G20, dont l'intégration de l'Union Africaine vient confirmer le caractère de plus en plus multilatéral du monde.

L'affaiblissement des grandes institutions internationales censées garantir la paix, la coopération et le développement, comme l'Organisation des Nations Unies (ONU), les Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) ou l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), est aggravé par les stratégies de désengagement des États-Unis et de leurs alliés. Ce recul fragilise le multilatéralisme et alimente une instabilité mondiale croissante.

Des logiques capitalistes qui menacent l'humanité

Les logiques capitalistes et impérialistes représentent une menace pour l'écologie.

Les classes dominantes des pays impérialistes, principales responsables de la surexploitation des ressources naturelles et du dérèglement climatique, sont aussi celles qui en subissent le

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

moins les conséquences en délocalisant les industries polluantes et dangereuses et les déchets dans les pays les plus pauvres. À l'inverse, ce sont les populations des pays les plus pauvres et les populations les plus précaires, qui subissent de plein fouet les impacts des catastrophes écologiques, les scandales sanitaires, la spoliation des ressources et le dérèglement climatique dans son ensemble.

La raréfaction des ressources naturelles entraîne des conflits entre états pour le contrôle de ces ressources. Dans la même logique, un système financier international alternatif doit être défendu pour lutter contre les conséquences du changement climatique sur les pays les plus vulnérables en mettant à contribution les pays générant le plus de richesse.

L'action écologique doit passer par la combinaison des leviers suivants : la protection de la biodiversité et des écosystèmes, l'adaptation des territoires à de nouvelles conditions climatiques, la décarbonation, l'amélioration de l'efficacité énergétique et la sobriété énergétique.

Les accords internationaux manquent d'ambition, sont non-contraignants et sont régulièrement sabotés par les puissances impérialistes, comme en témoigne le retrait des États-Unis des accords de Paris sous l'administration Trump.

De plus, ces accords sont insuffisants et prônent une croissance verte en accord avec le capitalisme et qui ne constitue pas une solution viable aux défis écologiques. L'écologie constitue une contradiction majeure du capitalisme, par sa nature même il est incompatible avec la préservation des ressources naturelles et la réduction de la pollution. Seule la sortie du mode de production capitaliste permettra de réaliser des investissements en faveur de l'écologie et d'adapter la production pour répondre à ces défis écologiques. Cette fragilité illustre l'incapacité des mécanismes.

La fragilité de ces accords, leurs applications n'étant ni garanti ni surveillé, illustre l'incapacité des mécanismes internationaux actuels pour répondre efficacement aux défis écologiques face aux intérêts capitalistes, et ne se résume le plus souvent qu'à de la déresponsabilisation et de la communication de façade et d'image. La concurrence et la recherche du profit immédiat empêche la mise en place de solutions réellement efficaces et compromettent les investissements nécessaires dans la recherche scientifique, pourtant indispensable à la transition écologique et à l'adaptation climatique et de lutte faux aux changements.

Comme en témoignent les prétentions territoriales et les investissements dans les routes maritimes du cercle arctique de nombreux pays parmi lesquels les États-Unis, le Canada, le Danemark et la Russie. Cela témoigne de la volonté de ces États de faire passer les intérêts commerciaux et le profit avant ceux de l'adaptation aux enjeux posés par le dérèglement climatique.

La décroissance, proposée comme solution pour lutter contre le dérèglement climatique, représente une impasse. En effet, à l'heure de la crise du capitalisme et de la précarité généralisée, proposer d'appauvrir encore plus l'ensemble de la population nous semble inaudible. La décroissance n'attaque le problème qu'à sa surface. Nos sociétés ont notamment besoin de la recherche, du développement de nouvelles technologies et techniques dans tous les domaines. Ces recherches, au service d'une économie socialiste, doivent nous aider à développer de nouvelles manières de produire et de répondre aux besoins sociaux. Elles sont un des moyens dont nous disposons pour atteindre un objectif de neutralité, de respect de l'environnement et d'une meilleure utilisation de nos ressources naturelles. L'objectif des communistes à travers ces développements est de répondre aux enjeux de développement humain dans un désir démocratique de protéger l'environnement.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Construire un nouvel ordre mondial, émancipé des logiques capitalistes guerrières et impérialistes

Face à ces contradictions, il est urgent de bâtir un nouvel ordre international. De nouvelles coopérations entre les peuples doivent être construites afin de garantir le développement de tous les pays, dans le respect des souverainetés nationales. Elles doivent être basées sur l'autodétermination des peuples et le droit international.

Cela implique aussi une remise en cause des actions colonialistes et impérialistes, passées et encore actuel, de notre pays et de prendre notre responsabilité.

Ces coopérations seront nécessaires pour freiner le dérèglement climatique. À travers elles, nous devons aussi travailler à de nouveaux moyens d'adaptation.

La dissolution de l'OTAN est une condition majeure à la construction d'un nouvel ordre international. Les relations internationales ne peuvent plus être basées sur les choix belliqueux et impérialistes, notamment des États-Unis et des puissances occidentales. Les relations diplomatiques doivent être fondées sur l'égalité, la paix et la coopération, en s'appuyant sur les populations et leurs besoins réels.

Le MJCF soutient Cuba et demande que les États-Unis les retirent de la liste des pays accusés de financer le terrorisme.

Le MJCF défend l'égalité entre les peuples comme fondement des coopérations internationales et meilleur rempart contre la guerre, le racisme, le fascisme et la concurrence économique. Il entretient, multiplie, développe et renforce des relations avec des organisations de jeunesse communistes et anti-impérialistes.

Il œuvre à travers la Fédération Mondiale des Jeunes Démocratiques (FMJD) par lequel il est à l'initiative d'actions et de campagnes internationale pour lutter contre l'impérialisme et promouvoir l'amitié entre les peuples. Il revendique la fin des sanctions économiques qui frappent les pays en développement.

Les guerres : catalyseurs de la recomposition des équilibres internationaux

Les guerres impérialistes : révélatrices des contradictions du capitalisme

Les guerres sont une conséquence inévitable du système capitaliste. Les puissances impérialistes alimentent les conflits et exacerbent les divisions pour défendre leurs intérêts économiques. Les moyens de l'État sont au service des classes dominantes dans cette quête, avec une augmentation des budgets militaires et l'instauration d'économies de guerre, notamment en Europe. Ces politiques aggravent directement le coût de la vie pour les populations, déjà éprouvées par les crises sociales, économiques et écologiques.

Dans ce contexte, le fascisme permet au patronat de réprimer le mouvement ouvrier luttant pour la paix, et de préparer la jeunesse à la guerre.

De larges franges de la bourgeoisie ont un intérêt direct à la multiplication et à la prolongation des conflits, l'industrie de l'armement en tête. Les géants de l'énergie voient leurs marges exploser. Les magnats de l'immobilier et de la construction se partagent déjà les chantiers de reconstruction et les infrastructures nécessaires à l'alimentation des fronts.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

La Palestine, un conflit au cœur des impérialismes

Le Moyen-Orient est depuis plusieurs décennies le terrain de jeu des différents impérialismes.

En Palestine, l'impérialisme états-unien et occidental soutient un gouvernement israélien d'extrême droite qui poursuit une politique coloniale d'annexion et de génocide. Cette politique viole le droit international et prive les Palestiniens de leur droit à l'autodétermination.

L'État d'apartheid prive les Palestiniens de leurs terres et des ressources qu'elles produisent mais aussi de leurs droits, de leur dignité, de leur liberté. Cela empêche tout développement social et économique de ce peuple. En parallèle, de nombreuses entreprises internationales et israéliennes profitent de la situation pour tirer des profits importants.

Guidée par une logique capitaliste plaçant la rentabilité au-dessus de toute valeur humaine, la France tire profit de la politique israélienne d'apartheid. Pour défendre ses intérêts capitalistes, la France soutient la colonisation puis qu'elle a fait d'Israël un de ses plus importants partenaires économiques et commerciaux. Notamment, Alstom (dont l'État français est actionnaire) a participé à la construction d'une ligne de tramway reliant Jérusalem Ouest (territoire israélien) aux colonies israéliennes de Jérusalem est (territoire palestinien).

Par ailleurs, on observe un traitement médiatique délétère de ce conflit notamment en France, en effet, des amalgames sont souvent faits entre le peuple gazaoui et le Hamas, légitimant l'invasion de Gaza par l'acte terroriste du 7 octobre en la présentant comme une guerre contre le Hamas alors qu'il s'agit d'une guerre coloniale contre le peuple palestinien.

Les prisonniers politiques sont de plus en plus nombreux. L'emprisonnement politique est utilisé comme un outil d'oppression. Cette stratégie de l'état israélien vise à l'effacement du peuple palestinien, notamment sur le plan politique. En emprisonnant ou en massacrant les figures palestiniennes portant un projet politique, notamment Marwan Barghouti, Israël démontre clairement son projet colonial et raciste d'extermination du peuple palestinien.

Le MJCF soutient la revendication légitime du peuple palestinien d'un état souverain sur les frontières proposées par l'ONU en 1967 qui reste la solution portée par l'Organisation de libération de la Palestine.

Aussi, le MJCF soutient et travaille avec le Parti du Peuple Palestinien et le Parti Communiste Israélien en accord avec cette revendication.

Ce conflit, et sa régionalisation illustrent comment les logiques impérialistes alimentent l'instabilité au détriment des droits les plus fondamentaux des peuples.

Le projet théocratique réactionnaire et les massacres menés par le Hamas contrôlant la bande de Gaza sont à l'opposé des intérêts du peuple palestinien et ne peuvent en aucun cas être légitimés comme mouvement de libération.

Le risque d'un embrasement généralisé

Le danger d'un conflit généralisé favorise la prolifération des armes, notamment nucléaires. Les doctrines de dissuasion nucléaire, tout en prétendant maintenir l'équilibre des forces, renforcent la menace de destruction massive. L'absence de la ratification du Traité sur l'interdiction des armes nucléaires (TIAN) par la France illustre le peu d'engagement en faveur du désarmement multilatéral.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

La France a longtemps été en possession de très grandes capacités diplomatiques, capable d'assister et de soutenir d'importantes décisions de paix à travers le monde. Aujourd'hui, elle doit pouvoir retrouver ce rôle sans entraver le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes.

Nous devons être clairs sur l'interdiction des armes chimiques et punir les non-respects des divers traités les interdisant. L'utilisation de l'arme chimique est trop dangereuse et cruelle. D'autant qu'elle vise surtout les civils. Nous avons pu voir des utilisations de l'armement chimique, dans les cadres de la guerre en Ukraine, Palestine ou encore en Syrie avec l'utilisation de bombes aux phosphores. Il faut un désarmement général des armes chimiques.

Dans cette logique, les puissances impérialistes participent à la délégitimation du droit international, sapant les traités qui protègent les populations et préviennent les conflits.

Les guerres et les crises alimentent la montée des discours fascistes et réactionnaires. Les capitalistes profitent de l'affaiblissement du rapport de force pour diviser les travailleuses et travailleurs et mener des politiques autoritaires et réactionnaires.

Ils désignent des boucs émissaires à l'intérieur des classes populaires pour détourner la colère ainsi qu'en pratiquant le populisme et donnant l'illusion d'un discours social et patriotique.

Face à ces montées réactionnaires, les droits des femmes et de toutes les autres minorités sont aussi gravement remis en question, et en péril dans de nombreux pays notamment grâce à des campagnes masculinistes et antiféministes sur les réseaux sociaux. En Europe, l'extrême droite impose des restrictions sur l'interruption volontaire de grossesse (IVG) et remet en cause leur autonomie financière.

Les peuples, premières victimes de l'impérialisme et de la guerre

Face à la guerre, les jeunes payent le prix du sang au front et voient leurs droits sacrifiés à l'arrière.

La santé, le logement, l'éducation et la culture sont toujours les premières dépenses sacrifiées et les biens de première nécessité comme la nourriture ou l'eau deviennent systématiquement des denrées rares.

Au travail, les cadences sont accélérées, les salaires rabotés, les conditions de travail dégradées et les droits au repos et à la sécurité remis en cause voire inexistantes.

Sur les théâtres de guerre, les femmes et les enfants font face à l'usage du viol comme arme de guerre. Elles subissent aussi la traite d'êtres humains mise en place par les réseaux prostitutionnels et criminels. À l'arrière, elles subissent le recul des droits sociaux et sont les premières victimes des politiques réactionnaires. En charge de la famille sous la société patriarcale, les femmes sont aussi les premières frappées par le recul des services publics et la hausse des prix et par le recul des services publics, quand bien même elles en sont les premières actrices et usagères.

La guerre reste et le changement climatique font partie des principaux facteurs de migrations.

Les immigrées et immigrés font face à une remise en cause croissante de leur droit à l'asile et à des politiques d'accueil toujours plus restrictives.

Pourtant, la bourgeoisie joue à un double jeu, d'un côté elle accentue la précarité des populations immigrées, de l'autre elle s'en sert pour exploiter encore plus le prolétariat en

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

le divisant. Face à des conditions de travail dégradées, elle utilise la précarité des populations immigrés pour réduire ses coûts de production, et en faire la cause de tous nos maux.

Les gouvernements, notamment en Europe, érigent des murs physiques et juridiques pour dissuader les migrations, refusant d'assumer leurs responsabilités envers les victimes des guerres qu'ils alimentent.

Cette difficulté organisée par des institutions telles que Frontex met en danger les exilés et rend leurs parcours de plus en plus dangereux et meurtriers.

Ils sont les ennemis désignés, détournant ainsi la colère légitime des classes populaires des véritables causes des difficultés : l'exploitation capitaliste et les politiques impérialistes.

Porter l'exigence de paix

Les peuples sont les premières victimes, mais également le fondement de toute solution pour une paix juste et durable. Le soutien aux peuples en lutte contre l'impérialisme et à leurs organisations est le fondement de notre action.

La coopération internationale doit permettre de porter une culture de paix. Celle-ci passe par une diplomatie cohérente avec cet objectif, notamment dans le refus de la guerre. Cette ambition impose donc le refus de l'envoi d'armes.

Notamment dans le refus d'alimenter les complexes militaro-industriels qui permettent ces guerres et conflits armés. Le MJCF demande à la France l'arrêt de l'envoi d'armes, de tout matériel militaire intermédiaire servant la fabrication d'armes, et de tout transfert de technologie (brevets, licences, programme de recherche) pouvant servir à des fins militaires toute puissance étrangère susceptible de les utiliser à l'encontre de populations civiles.

La France doit travailler à un désarmement multilatéral et conjoint entre les pays dotés de l'arme nucléaire.

Ce traité doit permettre le désarmement nucléaire multilatéral ainsi que toute autre arme de destruction massive et de fait faire valoir les intérêts des peuples et ainsi faire valoir les intérêts des peuples.

Le MJCF défend des solutions diplomatiques fondées sur le droit international et l'autodétermination des peuples.

Les institutions internationales comme l'ONU, en ce qu'elles permettent le dialogue entre les peuples, doivent être renforcées et démocratisées notamment par la suppression du conseil de sécurité de l'ONU et par conséquent du droit de veto, qui donne l'ascendant d'un pays sur les autres. L'OMS et l'UNRWA doivent continuer d'être alimentés et la contribution financière de la France et de l'UE à ces institutions doivent continuer.

La solidarité internationale est un vecteur de paix. Le combat pour l'émancipation et contre l'impérialisme sont les fondements de l'internationalisme.

Le MJCF apporte son soutien à tous les peuples opprimés dans leur lutte contre l'impérialisme.

Le MJCF demande la reconnaissance de l'État de Palestine par la France sur les frontières de 1967. En effet, la reconnaissance d'un État palestinien aux côtés d'un État israélien est une étape qui garantira la paix et l'émancipation des peuples palestinien et israélien.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Le MJCF demande également la condamnation par la France de la colonisation de la Palestine par Israël qui mène à l'impossibilité pour les Palestiniennes et Palestiniens de vivre sur leurs terres et vise à l'effacement du peuple palestinien, notamment sur le plan politique.

Une paix juste et durable ne peut être que fondée sur le droit à l'autodétermination de l'ensemble du peuple palestinien. En ce sens nous revendiquons également le droit au retour ou à la compensation de l'ensemble des réfugiés conformément à la résolution 194 de l'ONU

Pour ouvrir de réelles perspectives de stabilité et de construction démocratique, l'ensemble des prisonniers politiques doivent être libérés. En ce sens, le MJCF apporte son vif soutien à Marwan Barghouti, reclus depuis 2002, et appelle à sa libération. Le système israélien de détention administratif arbitraire sous couvert de "menace à la sécurité" doit cesser, car cet outil permet l'emprisonnement et le bâillonnement systématique des voix palestiniennes pouvant contribuer à l'émergence d'un État Palestinien et à l'établissement d'une paix juste et durable.

Le MJCF exige que la France reconnaisse officiellement la République arabe sahraouie démocratique (RASD) et appelle la mise en œuvre du référendum d'autodétermination prévu par les résolutions des Nations unies. Le MJCF exige la libération immédiate de tous les prisonniers politiques sahraouis détenus par le Maroc, notamment les militants du Front Polisario, et condamne les violations des droits de l'homme commises par les autorités marocaines à leur encontre.

Le MJCF réaffirme son soutien inconditionnel à la révolution cubaine, qui incarne depuis plus de six décennies la résistance face au blocus économique, commercial et financier imposé par les États-Unis. Nous exigeons la levée immédiate de ce blocus illégal et inhumain, qui affecte quotidiennement la population cubaine.

Face aux logiques de blocs et à l'essentialisation des conflits, il est essentiel de développer de nouveaux leviers de paix. Parmi ces leviers, les échanges culturels, universitaires et toutes les actions qui permettent de faire voir les intérêts convergents des peuples incarnent une seconde voie de dialogue.

La France, une puissance impérialiste

La France, actrice et soutien inconditionnel des guerres impérialistes La France, pays impérialiste, entreprend des opérations militaires impérialistes pour les intérêts de la bourgeoisie nationale et sous l'influence de son alignement avec les États-Unis, poursuit une politique extérieure marquée par un soutien inconditionnel aux guerres impérialistes menées par l'OTAN et ses alliés.

En adhérant à cette organisation et en y participant activement, la France a progressivement perdu sa souveraineté militaire, déléguant ses choix stratégiques aux États-Unis. Ce processus de soumission met en évidence la subordination de la politique étrangère française aux intérêts états-uniens.

Les choix belliqueux des États-Unis répondent aux intérêts de la bourgeoisie française. La France est le deuxième exportateur d'armes au monde. De plus, les entreprises françaises du CAC 40 obtiennent de nombreux contrats grâce à ces conflits. Elles représentent donc de nouvelles opportunités de profits pour les capitalistes.

La France perd son influence dans ses anciennes colonies du continent africain. Preuve que les peuples veulent conquérir toute leur souveraineté et refusent les vieux mécanismes

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

coloniaux comme les nouveaux. C'est dans cette dynamique qu'elle a dû retirer un certain nombre de ses bases militaires.

Le MJCF revendique une approche internationaliste, respectueuses des peuples et des cultures, et non colonialiste. Cette approche aurait permis de garder un rapport fraternel avec ces pays et de ne pas les laisser en pâture à d'autres impérialismes.

Le franc CFA est un outil de domination. Il est un obstacle au développement économique et souverain de ces pays. Sa suppression doit être un objectif politique pour redonner l'autonomie financière aux peuples qui le subissent.

Dans le but de protéger ses intérêts économiques sur le continent africain, la France développe des partenariats avec d'autres pays.

Les populations d'outre-mer font face à des inégalités profondes : un manque d'infrastructures, une précarité grandissante et des services publics de moins en moins accessibles. La France hexagonale persiste dans son approche coloniale et raciste vis-à-vis de ces territoires, ne répondant pas aux aspirations légitimes des peuples qui y vivent, qu'il s'agisse des revendications d'indépendance, d'autonomie ou d'un traitement égal à celui de la métropole comme le droit du sol.

En Kanaky – Nouvelle-Calédonie, la répression de l'Etat français s'est montrée implacable face aux aspirations du peuple kanak. Cette répression s'accompagne d'une politique de colonisation et d'un soutien assumé aux partisans du maintien en France en rupture totale avec le processus de Nouméa.

La France continue d'y imposer une politique de domination, maintenant un contrôle économique, social et militaire étroit n'hésitant pas à faire usage de la police de façon violente.

Lutter contre l'impérialisme français

Le MJCF lutte pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. La France doit respecter la volonté de chaque peuple. Cela demande la fin des outils de domination coloniaux et la fin des guerres impérialistes menées ou soutenues par la France et des institutions atlantistes qui les provoquent. Le MJCF exige que la France sorte de l'OTAN afin de retrouver toute souveraineté du peuple sur les choix diplomatiques et militaires. Le MJCF revendique la fin du franc CFA qui est un obstacle à la souveraineté des peuples d'Afrique francophone.

La liberté des peuples implique que la France engage des sanctions (mise sous tutelle ou nationalisation) contre les banques et les entreprises soutenant ou participant à l'oppression des peuples.

Le droit international doit être respecté et les peuples protégés des atrocités de la guerre.

Le MJCF doit exiger mise en application des mandats d'arrêt internationaux émis par la CPI contre Benyamin Netanyahu ou Vladimir Poutine notamment.

La France doit ratifier la Convention 169 de l'Organisation internationale du travail relative aux peuples indigènes et tribaux de l'Organisation internationale du travail, permettant aux peuples de disposer librement d'eux-mêmes et de leurs terres.

La France doit s'excuser et réparer totalement les conséquences des politiques coloniales.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

La France doit soutenir au sein de l'UE la sortie de l'accord d'association Europe-Israël tant que le droit international ne sera pas respecté, qu'un État palestinien ne sera pas reconnu, et que le système de ségrégation (apartheid) n'aura pas pris fin.

L'Europe face à ces recompositions mondiales

L'Union européenne, vassale des États-Unis

L'arrivée au pouvoir de l'extrême droite aux États Unis a par ailleurs entraîné une chute des masques flagrante quant à la réelle nature de la relation Union Européenne (UE) et États-Unis, basée sur la brutalité et le conflit plutôt que sur la coopération et la paix. Cela renforce d'autant plus l'urgence de se défaire de ce partenaire et de retrouver notre indépendance et notre entière souveraineté.

De plus, l'Europe, du fait de sa vassalisation, est incapable de s'opposer frontalement aux États-Unis. Les grandes entreprises règnent en maître sur le marché européen, se permettent de s'affranchir des lois, et utilise de nombreux lobbyistes pour sauvegarder leurs intérêts. Les réseaux sociaux, possédés par les milliardaires américains et marchepied de l'extrême-droite américaine, peuvent se permettre d'être ouvertement réactionnaires et supprimer leurs règles de modération sans aucune réponse ferme de la part de l'Union Européenne.

Elle est militairement dépendante de l'OTAN et entre dans une logique expansionniste à outrance. À travers cette dépendance, l'UE plonge les peuples du continent dans des guerres au seul profit des capitalistes. Les États-Unis délèguent une partie de leurs conflits à leurs alliés européens. En Ukraine, après l'invasion militaire russe, les États-Unis font reposer l'effort de guerre sur le peuple ukrainien en matière militaire, sur les peuples européens en matière économique.

Les États-Unis en perte d'hégémonie font payer à l'Europe sa vassalisation au prix fort, par la hausse des dépenses liées à l'OTAN, l'augmentation des prix du gaz de schistes ou encore la mise en place de barrières douanières.

La tentation d'un 3^e bloc

Face à la recomposition internationale, l'Union européenne tente de se renforcer et opère un repli sur soi. Elle pousse au renforcement du fédéralisme, notamment en termes d'armement et par la création d'une armée européenne.

Ce repli sur soi participe à la montée d'un européisme aux relents fascistes qui véhicule un imaginaire de choc des civilisations et une logique de racisme occidental.

En cherchant à s'élargir et en profitant d'un droit du travail moins avancé dans les pays d'Europe les moins développés, elle tire vers le bas les droits de la classe travailleuse du continent. C'est dans une même logique qu'elle prépare les États membres à une guerre commerciale, au détriment des coopérations nécessaires.

En revendiquant des liens naturels, voir une uniformité, des peuples de l'ensemble d'un continent, l'idéologie européenne contribue à poser les jalons d'un discours raciste nourrissant ceux des extrêmes droites. L'idée d'un espace de coopération naturel en Europe, marquée par des discours ethniques ou religieux, doit être combattue au profit d'un internationalisme résolument universaliste.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

L'UE au service du capital.

La destruction de l'industrie, phase néolibérale du capitalisme L'espace de libre-échange et l'abandon des frontières permettent la délocalisation d'entreprises au sein de l'UE et au niveau mondial par l'intermédiaire de traités imposés. Les inégalités et la mise en concurrence entre les travailleuses et travailleurs en Europe sont entretenues et accentuées par les capitalistes qui y voient la possibilité de profits supplémentaires.

Ces accords de libre-échange bénéficient à la bourgeoisie impérialiste de l'Allemagne, de la France et des pays du Nord de l'Europe au détriment des classes travailleuses, notamment des pays d'Europe du Sud et de l'Est.

Ces délocalisations entraînent un éparpillement des chaînes de production. Un produit passe par de nombreux pays avant d'arriver là où il sera vendu, ce qui provoque la perte des moyens de production nationaux et des industries stratégiques, et un plus gros impact écologique.

Cela cause aussi des destructions d'emplois, la hausse du chômage, la destruction des collectifs professionnels, la baisse de la qualité des produits, tout en profitant d'une main d'œuvre peu qualifiée mal rémunérée et dans des conditions de travail bien souvent déplorables.

La perte de contrôle des États sur leur industrie empêche toute planification et stratégie nationale, condamnant les peuples européens à subir les volontés des seuls capitalistes. Les États voient une perte de recette importante due à une course à l'optimisation et la fraude fiscale au sein de l'Europe.

La doctrine du libre-échange à tout prix de l'Union Européenne a conduit une obligation de l'ouverture à la concurrence pour les États, quand bien même on parle de secteurs stratégiques, essentiels pour le bien commun ou bénéficiant d'un monopole naturel. Cette ouverture à la concurrence est aussi et surtout une excuse pour privatiser les entreprises et services publics. En France on a eu l'exemple des autoroutes, d'EDF ou encore de la SNCF qui ont subi ce démantèlement forcé, cela a conduit à des hausses de coûts pour les usagers, une incapacité de l'État à contrôler le service ou encore une dégradation du service pour les usagers. Les États ne respectant ces traités absurdes s'exposent à de lourde sanction financière et la structure européenne empêche tout retour en arrière.

Des dispositifs de contraintes des États membres

À travers des dispositifs de contraintes comme la règle des 3 %, l'Union européenne met au cœur de sa construction la perte de souveraineté des pays membres. Cette règle impose aux pays membres de l'Union européenne de respecter un déficit budgétaire équivalent ou en dessous de 3 % du PIB et de dette publique de 60% du PIB n'ont aucune réalité économique et sont arbitraires. Elle institutionnalise l'austérité, et empêche les États de mener de simples politiques de relance budgétaire, sous peine de sanctions. L'UE est une structure néolibérale. Elle organise ainsi le retrait de l'État au service du secteur privé, et le démantèlement des services publics.

Le développement des services publics, comme le rail ou les énergies renouvelables, est empêché par notre perte de souveraineté monétaire et budgétaire ainsi que par la privatisation imposée de nos opérateurs historiques.

L'impossibilité d'emprunter à la Banque centrale européenne renvoie les États à l'emprunt auprès des banques privées et des marchés financiers, qui contrôlent les taux d'intérêt. Ce système ne permet pas la satisfaction des besoins humains et laisse les États sous la menace des marchés financiers.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Les restrictions budgétaires et les dispositifs européens détruisent les monopoles publics. Cela provoque une montée des inégalités et appauvrit la classe travailleuse.

Il faut également stopper la casse et reconstruire les différents statuts mis en place dans certaines branches sectorielles (cheminots énergéticiens etc), afin de protéger les travailleuses et travailleurs face aux problématiques de leurs métiers spécifiques.

Un détricotage des conquits ouvriers qui fait le lit de l'extrême droite

Ce détricotage des services publics, des industries nationales et la casse des conquits ouvriers perpétrés par les gouvernements successifs de la Ve République ont été accéléré depuis la création de l'UE dont les politiques satisfont les libéraux.

Il est urgent pour le MJCF d'informer la jeunesse sur ces conquêtes pour ne pas les perdre et de travailler pour en obtenir de nouvelle.

Ces multiples attaques envers les conquits sociaux historiques du mouvement ouvrier mènent à un mépris de la part de l'État, d'abandon des territoires et de déni démocratique.

La droite capitaliste entretient aussi la pauvreté et la précarité. En s'assurant ainsi une armée de réserve de travailleuses dominées et de travailleurs dominés dans le rapport de force et les oblige à accepter les pires conditions d'exploitation.

Le projet européen est par essence identitaire et réactionnaire. L'union européenne s'est bâtie de pair avec le développement du modèle néolibéral occidental, sur les renoncements des partis socio-libéraux et sur l'effondrement des partis communistes. Il s'est nourri du désengagement politique et du recul des idées socialistes : le refus des résultats du référendum de 2005 est un des symptômes les plus frappants de l'incompatibilité du capitalisme avec la démocratie. Depuis, le peuple français et particulièrement les jeunes n'ont jamais eu l'occasion de s'exprimer sur cette construction européenne. Ce manque de démocratie a causé une distance et une désillusion des classes populaires vis-à-vis de la politique et est une des raisons de la montée du vote d'extrême droite.

L'Union européenne ne peut répondre à l'ambition écologique

La multiplication des transports causée par l'éparpillement des chaînes de production, notamment par camion, est une aberration écologique. Au lieu de rapprocher les productions et de les regrouper, celles-ci sont dispersées dans une recherche constante de profit.

La mise en place des paquets ferroviaires européens et de l'ouverture à la concurrence forcée du chemin de fer a entraîné une course au profit sur les sillons rentables, une mise en danger des lignes de dessertes fines et à l'effondrement du Fret. Ceci couplé à l'austérité budgétaire rend impossible tout développement ambitieux du rail, nécessaire à la transition écologique.

L'Union européenne a mis à mal notre souveraineté énergétique. Le marché européen de l'énergie impose aux peuples des tarifs trop élevés par rapport au coût de production. Ce modèle européen empêche la construction d'infrastructures liées à la production énergétique et leur renouvellement.

De même, l'indexation des prix du marché de l'électricité sur le prix du gaz empêche de s'orienter vers une énergie plus propre.

Le développement des services publics, comme le rail ou les énergies renouvelables, est empêché par notre perte de souveraineté politique, monétaire et budgétaire. Les

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

gouvernements nationaux, de droite comme de gauche sont contraints par les traités précédemment ratifiés organisant la mise en concurrence des États

Les traités économiques européens ont aussi un impact sur notre production alimentaire. Les agriculteurs et les paysans français font face à une concurrence déloyale, intra et extra-européenne et met à risque les consommateurs, en premier lieu celles et ceux en situation de précarité. Où des produits fabriqués grâce à une main d'œuvre moins coûteuse et des normes sanitaires moindres sont mis sur le même marché que les produits français. Les ouvriers agricoles sur le sol français, souvent sans-papiers, sont exploités pour que les produits français gardent une certaine compétitivité sur le marché.

D'autre part, les quotas de production imposés par l'Union Européenne au bénéfice de l'agro-industrie fragilisent et précarisent l'agriculture familiale et paysanne en faisant chuter le prix d'achat de leurs productions agricoles. Une fois les fermes en faillite, cette même agro-industrie s'accapare leurs parts de marché et achète leurs terres afin d'accroître ce modèle agricole intensif. Celle-ci fait entrave à la reprise de l'activité paysanne et à l'installation des jeunes paysans, menace la préservation de la biodiversité et ne répond pas aux besoins en alimentation saine et durable pour la population française.

Le mode de transmission des terres rend impossible pour beaucoup de personnes le projet de devenir agriculteur. Le prix des exploitations oblige à s'endetter et à répondre à des logiques de profit. L'État et les collectivités territoriales doivent intervenir pour aider les jeunes agriculteurs à s'installer et à opter pour l'agriculture biologique. À terme, la propriété privée des terres doit être remise en question.

Ces accords se font aux profits majoritairement des capitalistes d'Europe dans tous les domaines de production. Ils nous empêchent de développer une planification des productions agricoles et une réforme agraire. Celle-ci est pourtant nécessaire pour répondre aux besoins de l'ensemble de la population.

Construire de nouvelles coopérations

L'Union européenne telle que construite contre l'intérêt des peuples, ne sera jamais la garante du progrès social, nous devons la démanteler et construire une nouvelle coopération entre les peuples. Les traités commerciaux et économiques défavorables à la France et aux pays européens ne doivent plus être respectés. La France doit retrouver sa souveraineté commerciale afin de produire et planifier en fonction des besoins réels des peuples et non des profits. Cette souveraineté est la condition pour un exercice plein et entier de la démocratie par la classe travailleuse.

La France doit retrouver sa souveraineté monétaire, financière et se doter d'une Banque Nationale permettant les emprunts en dehors des marchés afin de financer, au travers d'un pôle public bancaire de l'économie française selon des critères sociaux, environnementaux et économiques.

La production agricole doit permettre de rétablir la souveraineté alimentaire. Cela doit se faire par une agriculture durable, qui soit orientée vers les besoins locaux et qui permet aux agriculteurs de reprendre possession de leur moyen de production.

Elle permet donc de sortir de la dépendance aux multinationales et d'un modèle qui appauvrit les terres, tout en donnant la possibilité aux agricultrices et agriculteurs de vivre dignement de leur travail. Le modèle agricole capitaliste de monocultures contrôlées par des grands propriétaires terriens entraîne la destruction de la paysannerie et des exploitations familiales, en plus d'être une aberration écologique.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

La France doit s'orienter vers une pêche durable afin d'empêcher la perte d'emploi des pêcheurs artisanaux, de lutter contre la raréfaction des ressources halieutiques, et de protéger les fonds marins et leur biodiversité. La pêche industrielle doit être strictement encadrée, et les aires marines dites protégées doivent être réellement protégées. La France, en tant que 2eme plus grande puissance maritime mondiale, doit être exemplaire dans la gestion de ce bien commun de l'humanité qu'est la mer.

Il faut par la coopération internationale protéger les biens communs et l'accès aux ressources pour toutes et tous, pour répondre aux besoins sociaux et écologiques.

La production agricole doit être gérée de manière démocratique. Les ouvriers agricoles ainsi que les petits exploitants ne doivent pas voir leurs choix dictés par les besoins de l'agroalimentaire. La production agricole doit être planifiée pour servir le bien commun.

Il est important de réinvestir dans le fret ferroviaire et fluvial, ainsi que le train de voyageur, de stopper la privatisation et de reconstruire une SNCF publique, unique et intégrée et d'investir dans la décarbonation des différents moyens de transport. Tout en promouvant un modèle de société plus efficace en énergie, elle doit continuer à investir dans la décarbonation du mix énergétique d'énergie tout en répondant aux enjeux de décarbonation. Le nucléaire français fait partie de la solution.

Il est donc urgent de nationaliser nos fleurons industriels et notre production d'énergie, afin d'être indépendants et de sortir des logiques de marché.

Afin que la France soit réellement indépendante sur les questions de santé, un pôle national du médicament entièrement détenu par l'état doit être créé. Pour cela un grand plan de relocalisation de nos industries pharmaceutiques doit être mis en place afin que la production de nos médicaments soit éthique et non soumise à des logiques de rentabilité. De plus cela permettrait de proposer aux jeunes une grande variété d'emploi dans ces domaines de pointes que sont la santé et l'industrie.

La France ne doit pas seulement se satisfaire de sortir de l'union européenne afin de rétablir la souveraineté nationale mais doit être à terme moteur d'un nouveau modèle à l'échelle européenne basé sur l'internationalisme socialiste.

L'avenir est aux nouvelles coopérations entre nations souveraines pour mettre en place des politiques en faveur de la classe travailleuse. Elles doivent permettre aux peuples d'Europe de choisir démocratiquement et en fonction des besoins les coopérations à bâtir. Ces coopérations sont aussi la perspective de créer de nouveaux liens économiques, culturels ou scientifiques, basés sur l'égalité et l'intérêt mutuel entre les nations souveraines.

La République et ses institutions à bout de souffle

La démocratie mise à mal

Par la personnalisation à outrance de la politique, la V^e République illustre l'incapacité démocratique du libéralisme. En empêchant la construction de solution collective et l'adhésion à un projet politique plus qu'à des personnalités cette Ve République engage inexorablement une marche vers le fascisme. Le dernier quinquennat d'Emmanuel Macron a poursuivi la casse de la démocratie. Par leur ambition libérale au service de la bourgeoisie, les gouvernements successifs ont usé d'outils législatifs antidémocratiques pour faire passer les pires régressions sociales pavant le chemin à l'extrême-droite.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Les droits syndicaux sont sans cesse remis en question et les organisations de la classe travailleuse attaquées. Les travailleuses et travailleurs les plus précaires, victimes des politiques libérales. Celles et ceux faisant usage du droit de grève, sont stigmatisés et catégorisés de fainéants.

Ces dernières années ont montré une accélération de la répression des luttes, par la violence des interventions policières lors des manifestations, l'enfermement de militants et des mesures baillons pour faire craindre de s'engager. Une grande partie des médias, possédée pour la majorité par des multimilliardaires, devient un porte-voix pour les figures d'extrême-droite et leurs sympathisant-e-s. D'une part, ces médias décrédibilisent grandement toute parole portant un discours social et progressiste. D'autre part, ils présentent des propos impérialistes, stigmatisants, racistes, réactionnaires, en ne laissant aucune place ni à la contradiction, ni à l'esprit critique, aspects fondamentaux du fonctionnement démocratique.

Des institutions au service de la bourgeoisie

Les institutions de la Ve République n'ont jamais servi autre chose que le Capital et les mesures anti-sociale et réactionnaires portés par la bourgeoisie. L'éloignement entre elles et la classe travailleuse nourrit une défiance néfaste au pays à l'encontre du pays et des institutions. Une République réellement démocratique doit consulter les citoyens et citoyennes plus fréquemment et favoriser les scrutins à la proportionnelle. La loi NOTRE de 2015 qui crée les nouvelles régions éloigne le peuple des lieux de pouvoir.

L'éducation, déjà en grande difficulté, est peu à peu dépouillée de ses moyens rendant sa mission de formation irréalisable. Le manque de moyens se ressent aussi pour les élèves en situation de handicap, amplifiant alors le validisme et des difficultés supplémentaires dans leur parcours scolaire.

Cette casse renforce les inégalités et renvoie les enfants issus des classes travailleuses à leurs moyens propres.

L'encadrement et l'accompagnement des élèves en difficulté ou ayant des besoins spécifiques est diminué à chaque rentrée, rendant parfois impossible la scolarisation. Les métiers sont dévalorisés et le manque de recrutement pèse sur les professionnels. Cela impacte aussi les élèves qui voient les absences ponctuelles et de long terme ne pas être remplacées. Cette situation nuit grandement à la régularité des apprentissages et l'égalité entre les élèves notamment en fonction du territoire. De plus, le manque d'investissement dans les formations et l'accompagnement des personnels de l'éducation nationale pénalise les élèves allophones, en situation de handicap et tous les élèves à besoin éducatif particulier qui sont mal accompagnés et suivi dans leur parcours à l'école.

Les institutions régaliennes sont au cœur de l'affrontement de classe. La mainmise du capitalisme, l'influence du patriarcat et le néo-colonialisme français sont aujourd'hui prégnantes sur ces institutions. Cela les empêche de réaliser les missions qui devraient être les leurs, notamment en termes de tranquillité publique et d'égalité des droits.

Les syndicats de police, relaient et soutiennent l'extrême-droite, notamment lors des dernières législatives, où son secrétaire national a soutenu le RN. Ils ne se positionnent pas en défenseurs des droits des forces de l'ordre, mais demandent un renforcement des peines à l'encontre des contrevenants, plutôt qu'une lutte contre les origines du sentiment d'insécurité.

La justice, dépouillée de ses moyens, ne parvient pas à exercer correctement son rôle. Le système de justice actuel ne permet pas de limiter la récidive dans le crime et la délinquance. Cela se ressent particulièrement dans le traitement que dans l'absence de traitement des

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

affaires liées aux violences sexistes et sexuelles. La justice est de plus en plus remise en question, par le personnel politique qui jouit d'une impunité vis-à-vis des lois.

L'institution policière est au service du capital. Les logiques marchandes appliquées à la sécurité et la tranquillité ont amenée à dégrader les conditions de formations et d'exercices du métier.

Le métier tant à se déshumaniser par l'éloignement avec les usagers le corporatisme, l'omerta et le manque de contrôle démocratique. Les agentes et agents font subir et reproduisent les violences sexistes, notamment dans l'accueil des victimes. Elle s'éloigne également de sa mission de protection de la population pour se concentrer sur des actions de répression des manifestations populaires.

L'utilisation en hausse de moyens violents lors des opérations de répression est autant un danger pour la population que pour l'institution policière qui voit sa réputation grandement diminuer. Ces tâches nécessitant des coûts importants, cela contribue au manque de moyen de la police pour ses missions journalières.

Les discriminations racistes sont aussi présentes dans l'exercice du métier de policière et de policier. Les contrôles au faciès et la gestion violente des conflits produisent des discriminations et des violences racistes. Ces discriminations sont aussi alimentées par des intérêts économiques à travers la politique du chiffre, qui vise à obtenir le plus d'amendes possibles. Les objectifs quantitatifs mènent à exacerber les pratiques racistes en orientant les policiers vers les groupes considérés comme suspects en fonction de stéréotypes/critères/stigmates racistes. L'exercice de la répression violente par les forces de l'ordre peut aller jusqu'à l'assassinat ou la torture injustifiable et inhumaine.

L'institution doit être complètement refondée autour de la classe travailleuse avec des modes de contrôle de l'institution indépendants et transparents. Dans le cadre des mouvements sociaux, l'usage d'armes prétendument non-létales et les arrestations arbitraires sont loin de constituer des mesures de sécurité. L'une des missions fondamentales de l'institution policière est de maintenir l'ordre au service des intérêts du capital.

Une vague réactionnaire

L'extrême droite progresse partout en Europe. Elle puise dans le sentiment d'abandon des classes populaires, des jeunes électeurs et des zones périurbaines et rurales, avec la complicité des médias pour faire son lit.

Le vote d'extrême droite s'élargit auprès d'une frange de la bourgeoisie avec la complicité des médias. Elle s'est emparée d'une partie des médias, ce qui a pour conséquence d'assurer la mainmise d'une poignée d'actionnaires sur la diffusion de l'information. La privatisation complète des médias porterait une atteinte grave au pluralisme politique et à la liberté d'expression.

L'instrumentalisation de l'intelligence artificielle par l'extrême-droite sous forme de vidéos et montages conduit à l'affaiblissement d'une information sourcée. De part et d'autre, cette instrumentalisation accélère le racisme, l'antisémitisme, le sexisme et le cyberharcèlement.

Il faut renforcer l'unité et la conscience de classe des travailleuses et travailleurs de toutes les origines face à l'extrême droite qui veut les diviser en cultivant de la haine à l'égard des plus précaires. L'extrême droite fait de ces derniers les responsables du sentiment de déclassement d'une partie des Françaises et français. Elle occulte la responsabilité de la classe bourgeoise. Pire, elle défend les intérêts de la classe bourgeoise qui la soutient via divers moyens financiers et médiatiques. Ainsi, même si l'abstention reste majoritaire parmi

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

les ouvrières et les ouvriers, une partie de ces derniers votent de plus en plus pour l'extrême droite.

Ce vote raciste se construit sur un rejet des institutions, par une division de la classe travailleuse entre français et immigrés ou issus de l'immigration. Mais aussi entre les différentes strates de la classe travailleuse, ce qui constitue bien un obstacle à la conscience de classe. Il participe également à la banalisation des idées réactionnaires comme le racisme. La montée réactionnaire se fait aussi à travers un retour du fait religieux mais aussi au nom de valeurs familiales dites traditionnelles. Il provoque un recul des libertés, notamment celles des femmes et des personnes LGBTI.

L'extrême-droit nourrit et impulse un sentiment anticomuniste fort dans la population, faisant le jeu du patronat. Cette offensive dangereuse idéologique cible particulièrement les jeunes via les réseaux sociaux.

Cette offensive idéologique prospère sur Internet et sur les réseaux sociaux avec la complicité grandissante des grandes entreprises du numérique. Des influenceuses et influenceurs d'extrême-droite permettent aux idées réactionnaires, masculinistes et libertariennes de toucher et d'influencer un grand public, notamment dans la jeunesse, sur Internet.

Parmi les premiers conquis attaqués sont ceux qui encadrent la laïcité. Parfois dévoyée, nous devons de faire vivre cette valeur républicaine. Les lois relatives à la laïcité sont sans cesse remises en question soit en étant dénoncé par les différents clergés, soit en étant utilisée à des fins de discriminations envers telle ou telle religion.

Elles garantissent pourtant un État et des institutions indépendantes où la liberté de s'épanouir en dehors de tout carcan est possible, assurant à la fois la liberté de culte et de conscience.

La laïcité doit être émancipatrice, rassembleuse et ne doit pas être instrumentalisée pour discriminer les personnes en fonction de leur religion. À l'inverse, le camp bourgeois utilise la notion de laïcité pour réprimer la partie musulmane ou présumée musulmane de la population française, alimentant ainsi la division dans les classes travailleuses. Cela participe à dévoyer la laïcité, et provoque un rejet de celle-ci chez une partie de la population.

La violence provoquée par la remise en cause de ces valeurs va jusqu'à la menace, le harcèlement et même l'assassinat terroriste des agentes et agents qui la font vivre.

La montée réactionnaire se matérialise également par la multiplication des attaques par des milices fascistes privés contre des militants ou de simples citoyens.

Pour une République et des institutions populaires

Pour établir l'égalité et mettre fin à la montée réactionnaire, nous avons besoin d'une République laïque, démocratique, socialiste et humaniste.

Tout comme Jean Jaurès, le MJCF considère que "démocratie et laïcité sont deux termes identiques". C'est-à-dire que l'égalité des droits politiques est la garantie d'une souveraineté.

Le MJCF lutte pour une laïcité qui sépare les institutions publiques du fait religieux ou d'organisations religieuses, qui assure la liberté de conscience, l'égalité de toutes les personnes résidents sur le territoire national devant la loi et la neutralité de l'État et de ses représentantes et représentants.

L'école laïque est au centre des attaques des réactionnaires. La droite et l'extrême droite instrumentalisent les tenues des élèves ou des accompagnatrices pour leur agenda raciste.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Les religions en font un terrain d'affrontement idéologique pour avancer leur agenda réactionnaire. Dans ce contexte, la Loi de 2004, si elle garantit la neutralité de l'espace scolaire, semble s'appliquer à deux vitesses. Certains signes pourtant ostentatoires ne sont pas interdits dans les faits, et les établissements privés s'en affranchissent. Afin de rétablir l'égalité entre les élèves et défendre la laïcité dans l'enseignement primaire et secondaire, nous revendiquons le dépassement de la loi de 2004, tout en gardant en son cœur le rôle émancipateur de l'école publique, laïque et sociale. Par conséquent, elle doit avoir les moyens humains et financier de mener de front ces deux volets. Elle doit garantir l'application stricte de l'interdiction des signes ostensibles religieux, quels qu'ils soient, dans la mesure où ils sont visibles, ainsi que son application dans les écoles privées. L'extrême droite et la droite conservatrice instrumentalisent la laïcité tout en ne la respectant pas.

Notamment lorsqu'il s'agit de promouvoir des signes religieux dans leurs municipalités et de défendre le concordat, c'est-à-dire la non-séparation entre l'Église et l'État en Alsace, Moselle, Guyane, Mayotte et dans les territoires et collectivités d'Outre-Mer, qui doit être abrogé. Le MJCF demande à conserver les aspects sociaux spéciaux à l'Alsace-Moselle et à les faire appliquer sur l'ensemble du territoire

La laïcité est un antidote révolutionnaire face aux discriminations et au racisme car elle établit les meilleures conditions du vivre-ensemble. Les menaces qui l'assaillent vont bien au-delà des intégrismes : inégalités sociales et inégalités de droits, néocolonialisme, antisémitisme, islamophobie, homophobie...

L'école privée accentue la ségrégation sociale et les inégalités d'accès à une éducation de qualité. Les établissements privés doivent être nationalisés et ceux prônant des pédagogies alternatives tels que les écoles Montessori ou Steiner interdits tout comme les établissements dispensant des enseignements religieux. L'école doit être publique, laïque, égalitaire et sous contrôle de l'État afin de garantir un enseignement de qualité à l'ensemble des élèves.

L'intégration des écoles immersives en langue régionale, au sein du service public d'éducation doit être assurée, avec des garanties pour la préservation et le développement de la méthode immersive, dans le respect du cadre laïque et émancipateur de l'école publique.

La République sociale passe par la prise en main et la transformation par la classe travailleuse de l'État et des institutions.

Le MJCF remet en cause les grandes Régions et demande le rétablissement des Régions françaises selon le découpage antérieur à 2015.

Le MJCF revendique une refonte des institutions démocratiques afin de favoriser le renouvellement des élus, le non-cumul des mandats, la lutte effective contre la corruption, la transparence dans les échanges avec les groupes d'intérêt et le contrôle populaire

Les moyens de la justice doivent être augmentés et réorientés vers la réinsertion, la formation et la prévention de la récidive dans une démarche réhabilitative notamment en ce qui concerne les VSS. Les prisons sont des lieux de reproduction de la violence et d'aliénation, empêchant toute retour dans la société digne. De ce fait, nous devons prôner une solution anticarcérale dotée d'un suivi et d'un accompagnement complet des condamnés et d'une réinsertion par le travail.

Le MJCF réaffirme son attachement aux principes constitutionnels d'indépendance de la justice, et aux exigences internationales en matière de droits humains. Aucune velléité politique ni aucune pression en France, ou à l'international ne doit entraver ces principes. C'est en ce sens que nous exigeons l'extradition vers le Liban du militant Georges Ibrahim

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Abdallah en vue de sa libération. En le laissant croupir en prison depuis 40 ans, la France lui impose une forme de peine de mort lente, pourtant contraire au droit français.

Nous revendiquons l'instauration d'une nouvelle police nationale républicaine et de proximité soit créée. Elle devra être au service des citoyens et des citoyennes. Pour s'en assurer, des moyens doivent être mis en place tant dans la formation, dans la qualité du recrutement, que dans les conditions d'exercice. À terme, sous le socialisme, la police doit, comme l'armée, être démocratisée et partiellement déprofessionnalisée, sous contrôle des travailleuses et travailleurs.

La formation des policières et des policiers doit se faire à proximité des lieux d'opération de ceux-ci afin de permettre une compréhension des enjeux du terrain ainsi qu'une proximité. Ces policiers ne pourront être équipés d'arme létale en continue. Un nouveau nom officiel devra être instauré pour cette nouvelle police : Gardien de la paix. Le concours d'admission dans la police doit être strict et un contrôle psychologique régulier doit avoir lieu, afin d'assurer la sécurité de la population mais aussi des policiers et des policières eux et elles-mêmes.

Cette nouvelle police de proximité devra travailler en lien avec les travailleuses et travailleurs sociaux et les autres acteurs du territoire d'intervention.

Un organe de contrôle, indépendant du corps policier et politique, devra également être mis en place afin de garantir les bonnes pratiques et sanctionner les dérives.

Les unités de police à but purement répressif tel que les BRAV ou BST doivent être dissoutes au profit d'unités de proximité favorisant le dialogue avec la population. Ce changement de doctrine doit être porté à l'ensemble de l'institution policière afin de renouer un dialogue et la confiance entre la population et les FDO. L'usage de la force au sein de la police doit être strictement encadré. Tout usage injustifié ou abusif de la force doit être sévèrement sanctionné afin de garantir les libertés publiques fondamentales. L'armement des CRS et gendarmes mobiles ne doit plus être capable de mutiler ou de donner la mort.

L'utilisation de moyens technologiques automatisés pour remplacer ou seconder les policiers doit être encadrée, pour éviter des dérives autoritaires contraires aux libertés individuelles et l'utilisation de technologies reproduisant ou augmentant les discriminations déjà présentes.

L'accueil des victimes doit être gérée avec l'appui de professionnels du domaine médico-social.

Le service national universel mis en place par les gouvernements Macron a montré son inutilité. Il ne contribue en rien à la défense de la nation ni à l'apprentissage de la citoyenneté.

Le MJCF revendique une armée de défense nationale et de protection des civils sous contrôle démocratique des citoyennes et citoyens, complément d'une politique de paix, d'indépendance nationale et de coopération internationale. Il conçoit à ces conditions une déprofessionnalisation partielle de l'armée et l'instauration d'un service national obligatoire à composante militaire rémunéré et mixte pour les jeunes majeures et majeurs au sein d'unités combattantes ou non combattantes. L'objectif est d'acquérir une formation militaire et citoyenne. Celui-ci pouvant inclure des actions humanitaires. Le service national doit permettre d'avoir une nation en armes c'est à dire capable de mettre l'armée aux services des travailleuses et des travailleurs. Cela permet d'éviter que l'armée, simple outil, ne soit accaparé par la bourgeoisie via des militaires professionnelles et professionnels, mercenaires, payés pour mourir. Afin de garantir un contrôle démocratique effectif sur l'engagement des forces armées, l'intervention des forces armées à l'étranger, quelle qu'en soit la durée, ne

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

peut être engagée qu'après consultation et autorisation du Parlement. Cette autorisation doit faire l'objet d'un débat suivi d'un vote de l'Assemblée nationale.

Un service public qui empêche l'émancipation

Une casse continue du service public

La casse des services publics ne permet pas l'émancipation des jeunes.

L'accès à un logement convenable et aux transports sont les premières conditions pour l'accès aux études ou à un emploi. Elles sont pourtant difficiles à obtenir.

La crise du logement s'intensifie. Les jeunes ne parviennent plus à vivre proches de leur lieu d'étude ou de travail. L'accessibilité et la qualité des logements se dégradent, l'amélioration de la qualité des logements répond aussi à des enjeux environnementaux.

Cette crise se conjugue à la saturation des cités universitaires. On compte aujourd'hui près d'une place disponible en résidence pour près de dix-sept étudiantes et étudiants. C'est bien ce manque de places au sein des résidences qui pousse une part des étudiantes et des étudiants à se diriger vers un parc privé hors de prix et souvent insalubre, et qui en incite une autre à rester au sein de foyers familiaux éloignés de leurs lieux d'études.

S'ajoute à cela une mobilité rendue difficile par le manque de transports en commun et leur accessibilité. C'est une des causes privant les jeunes les jeunes d'une vie sociale, culturelle et professionnelle épanouie.

L'augmentation du prix du permis est un frein pour beaucoup. Il représente un sacrifice et un investissement pour les jeunes et leurs familles. Le manque d'aide à l'achat de la première voiture les pousse à acquérir des véhicules anciens, polluants et peu fiables.

Les ZFE sont une mesure de classe qui vise à exclure la classe travailleuse des grandes villes dans un processus de gentrification.

Les manques de moyen humain et financiers dans les différents services sociaux, éducatifs et culturels rendent le quotidien de milliers de jeunes issus des classes populaires difficiles. Ces services sont le filet de sécurité pour de nombreux jeunes permettant un accès à des aides, un emploi, l'orientation et l'éducation. Les différentes coupes budgétaires et lois restrictives empêchent ces services de mener à bien leurs missions.

Santé et Handicap, un recul des services publics qui provoque l'exclusion

La casse du service public de la santé et de la Sécurité sociale a un impact direct sur les jeunes. Ils sont de plus en plus à se priver de soins faute de moyen ou de structure accessible.

La santé des jeunes est aussi dégradée par le manque d'accès à une alimentation saine et accessible. Les grands groupes agroalimentaires se servent des crises et de l'inflation pour faire payer aux agricultrices et agriculteurs et aux populations les dividendes.

La casse du service public s'exprime fortement dans son accessibilité, notamment pour les personnes en situation de handicap moteur ou non, et les personnes neurodiverses (autisme, TDAH,...). Dans tous les aspects de la vie, elles sont contraintes à une adaptation ou un renoncement perpétuel.

Obtenir un diagnostic est particulièrement compliqué, aussi bien pour le handicap que pour les troubles du neurodéveloppement ou les maladies chroniques. Ce recul est dû à un manque

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

de professionnels formés, mais également d'une méconnaissance et de préjugés omniprésents.

Pour les personnes handicapées, les parcours administratifs pour le travail ou les aides est long et complexe. Cela renforce la précarité et l'isolement. De plus, lorsqu'ils et elles travaillent dans des établissements et service d'aide par le travail, les personnes handicapées sont exploitées. Elles ne bénéficient pas de l'ensemble des droits des travailleuses et des travailleurs. Les situations de violences peuvent aussi être fréquentes dans toutes les sphères de la vie.

Pour les personnes en situation de handicap, l'obtention de la reconnaissance de la qualité des travailleuses et travailleurs en situation de handicap (RQTH), est extrêmement complexe administrativement et longue. De surcroît, l'obtention de la RQTH peut susciter, malgré la confidentialité, une stigmatisation et une discrimination au sein de leur environnement professionnel. Les travailleuses et travailleurs en établissements et service d'aide par le travail (ESAT), ne cotisent pas pour l'assurance chômage et sont faiblement rémunérés, entraînant une situation précaire notamment à cause de la réduction du montant de l'allocation adulte handicapé (AAH). Elles et ils ne sont pas considérés comme des salariées et salariés et ne sont pas soumises et soumis au code du travail.

Elles et ils souffrent aussi d'un manque de visibilité auprès des entreprises et sont victimes d'une ségrégation sociale. Intrinsèquement lié à la difficulté de la création d'un dossier Maison départementale des personnes handicapées (MDPH), l'obtention d'aide financière, Prestation de compensation du handicap (PCH), AAH, Carte mobilité inclusion (CMI) est complexe. Les indemnités d'arrêt maladie sont égales à 50% du salaire journalier de base. Entraînant une précarité majeure chez les personnes concernées.

Les indemnités journalières (IJ) pour une personne ayant subi un accident de travail sont aussi très faibles, du 1er au 28ème jour d'arrêt, les IJ correspondent à 60% du salaire de base. Et à partir du 29ème jour les IJ correspondent à 80% du salaire d'origine. Depuis 2020 la possibilité de revalorisation des IJ a été supprimée.

L'ensemble de ces situations renforcent l'isolement, la dépendance et la discrimination des personnes handicapées. 20 ans après la loi handicap, aucune évolution satisfaisante est constatée, notamment dans l'accessibilité des lieux de vies, de loisirs, d'études de travail ou encore de sociabilités.

Un accès égalitaire aux services publics pour garantir l'émancipation des jeunes

L'accès aux transports en commun doit pouvoir être gratuit. Cette politique sera accompagnée par une politique de développement et d'expansion du réseau ferroviaire et urbain. La gratuité des transports en commun urbains et des TER sera faite dans le cadre d'une vaste politique de désenclavement à des fins d'emploi, de formation et d'émancipation des jeunes. Afin d'éviter des freins à l'emploi, la nécessité de rendre le permis de conduire gratuit sera aussi mise en place. Leur développement l'augmentation des fréquences et l'expansion des réseaux doivent permettre des mobilités plus respectueuses de l'environnement.

Pour ce faire, la SNCF doit être souveraine, et privée de toute concurrence qui ne pousse en rien à la baisse des prix, à part à perdre la souveraineté historique du réseau ferroviaire.

La voiture est indispensable dans une large partie du territoire en particulier pour la jeunesse rurale. Le permis de conduire doit pouvoir être passé au lycée de manière gratuite.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Aussi, des aides pour acheter un véhicule le moins polluant possible, c'est-à-dire adapté aux besoins réels de la personne, léger et peu énergivore, doivent être proposées aux jeunes lorsque c'est une nécessité, notamment en ruralité.

L'État doit faire produire en France par une entreprise nationalisée du transport une voiture écologique du quotidien à un prix de production.

Il doit également imposer une limitation nombre de véhicule ultra polluant pour les foyers riches.

Une application de covoiturage doit être créée par l'État dans le but de rendre cette pratique accessible, non soumise à la loi du marché et sécurisée pour les usagers.

La mobilité est une garantie pour l'emploi, la formation, l'accès à la santé, à l'éducation, aux loisirs et l'émancipation des jeunes.

Une politique de mobilité pour tous et toutes ne peut se faire sans une augmentation des constructions de logements sociaux et de logements étudiants.

Ainsi que, la réquisition des logements vides, accompagnés d'une lutte contre les empires immobiliers et les plateformes de location. Une politique forte doit être mise en place pour combattre l'important taux de vacance des logements, tout particulièrement dans un combat contre la spéculation immobilière et ses effets néfastes. Les logements inoccupés doivent être réquisitionnés pour reloger des personnes sans-abris ou victimes du mal-logement.

Les loyers doivent être encadrés par niveau à un montant minimum permettant de réduire à une part la plus petite possible le montant du budget alloué au logement, tout en finançant l'entretien des infrastructures afin qu'aucun profit ne soit fait sur le dos des jeunes.

Il est nécessaire d'engager une politique ambitieuse de rénovation des logements et de rénovation des logements.

De plus à terme le Crous devra être réorganisé et ses missions augmentées afin que les étudiants n'aient plus à se loger dans le parc privé.

La proximité aux lieux de loisirs ne garantit pas forcément une pratique régulière. Pour assurer l'émancipation par la pratique culturelle et sportive, de nouvelles structures publiques doivent être ouvertes et les subventions augmentées pour les associations déjà existantes.

Les licences sportives doivent être financées par l'État.

L'école est le premier vecteur d'accès à la culture et au sport. Il est important que soient augmentées les heures qui y sont dédiées.

Pour cela, les enseignantes et enseignants doivent être davantage formés à l'accès à la culture légitime ou non, ainsi qu'à la prévention du harcèlement. Tout le travail scolaire doit être fait durant les heures de cours.

Pour que chacune et chacun ait accès à une alimentation saine, l'État doit pouvoir intervenir dans les négociations entre les entreprises de l'agroalimentaire et la grande distribution. Il faut garantir un juste prix rémunérateur aux agricultrices et agriculteurs notamment en augmentant les salaires des travailleuses et travailleurs. La planification doit nous permettre de produire et répartir en fonction des besoins de la société.

De plus en plus de jeunes n'arrivent plus à bien se nourrir. Nous proposons une sécurité sociale de l'alimentation par la cotisation, qui permettrait à chacun de manger mieux et de

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

consacrer un budget à l'alimentation tout en offrant une rémunération juste aux productrices et producteurs et en prenant soin de notre environnement.

La santé des jeunes doit être protégée. Les soins doivent être intégralement pris en charge par la Sécurité sociale.

Des rendez-vous pluriannuels chez un médecin traitant ainsi qu'un suivi de santé psychique auprès de psychologues et de psychiatres pour chaque jeune. En matière de lutte contre les IST, un réseau de prévention doit être construit pour sécuriser la vie intime des jeunes. Les dispositifs d'aide à la santé mentale des jeunes doivent être renforcés et les consultations, chez les psychiatres et les psychologues, entièrement remboursées. La médecine spécialisée doit également être prise en compte comme un besoin majeur de certains jeunes. Des créneaux doivent leur être réservés avec des délais d'attente courts.

Le MJCF lutte pour la mise en place d'un réel remboursement à 100% des fauteuils roulants, une véritable application de la loi de 2005 sur l'accessibilité des lieux publics aux personnes en situation de handicap et raccourcir les délais administratifs pour les démarches des personnes en situation de handicap. Recruter, mieux rémunérer et donner des contrats à temps plein aux AESH.

Le renforcement du service public doit être garanti de manière effective pour toutes et tous. Ce qui implique une adaptation à l'ensemble des handicaps. Cette adaptation inscrite dans la loi du 11 février 2005 doit avoir une application effective. Les personnes en situation de handicap doivent être incluses dignement dans la société. Cela passe par un accès garanti de manière effective à un emploi, à un traitement et à des aides matérielles concrètes selon le handicap. L'âge minimal pour l'accès à l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) doit être abaissé à 18 ans afin de favoriser l'autonomisation des personnes handicapées.

La santé psychique passe par une bonne prise en charge des troubles mentaux. Elle doit pour ce faire permettre des soins gratuits et accessibles pour toutes et tous dans les faits. La sécurité sociale doit s'ouvrir aux professionnels de la psychologie lorsque leurs méthodes sont reconnues par la littérature scientifique.

L'augmentation des budgets alloués à l'action sociale ainsi que le recrutement de travailleuses et travailleurs sociaux doit permettre d'accompagner les personnes, y compris les jeunes, qui en expriment le besoin vers leur insertion sociale et dans leur projet de vie d'une manière émancipatrice. Cela doit permettre également de renforcer les politiques sociales à destination des personnes en situation de handicap par exemple ou encore celle de la protection de l'enfance depuis trop longtemps sous financée mettant en danger des milliers de jeunes chaque année.

La santé physique et la santé mentale des jeunes passent par la lutte contre les addictions, c'est-à-dire la dépendance à la consommation d'une substance psychoactive légale (alcool, tabac) ou illégale (cannabis, cocaïne...). Tout comme les addictions sans substance comme la cyberdépendance ou les jeux d'argent, elles sont un problème de santé publique qui empêche l'émancipation.

Le MJCF appelle à se focaliser sur les causes sociales des addictions.

Le MJCF s'oppose à la banalisation de la consommation de drogues, sans pour autant criminaliser les personnes qui souffrent d'addiction.

Le MJCF revendique des campagnes fortes de prévention et l'accompagnement des consommatrices et des consommateurs qui souhaitent sortir schémas destructeurs qui

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

peuvent accompagner la consommation de drogue, en leur garantissant notamment un suivi médico-socio-psychologique public.

C'est pourquoi le MJCF conçoit la dépénalisation des consommatrices et consommateurs comme un moyen d'en finir avec les addictions. Elle permettra de réduire la criminalisation des comportements addictifs et de se concentrer sur les politiques sanitaires adéquates. Elle doit s'accompagner de politiques d'accompagnement des personnes en situation d'addictions et de luttes contre les trafics notamment à l'international. Elle permettrait de mettre fin à un système de marginalisation des jeunes souffrant déjà de problèmes de santé et pour lesquels la justice punitive ne fait qu'aggraver précarité et détresse psychologique et sociale.

Le MJCF estime que la consommation de drogues est en partie liée au manque d'espoir et à l'inaccessibilité au bonheur sous le capitalisme.

Le MJCF reconnaît aussi l'utilisation de la lutte contre le trafic de drogue par la droite comme un moyen de s'attaquer aux populations des quartiers dans des buts racistes, pour entretenir un « sentiment de submersion migratoire

Ce combat s'accompagne nécessairement de la lutte contre les réseaux criminels qui font commerce de drogues et prolifèrent sur la misère engendrée par le capitalisme en employant tous les moyens violents et qui sont massivement liés à l'évasion fiscale, au trafic d'armes et d'êtres humains, et au financement du terrorisme ainsi qu'à la corruption.

La France doit aussi affermir ses positions contre les États complices du trafic. Le protectionnisme que nous défendons doit prendre en compte la lutte contre les trafics illégaux. Afin de sortir les jeunes de ces réseaux, un accompagnement garantissant leur émancipation sociale et financière est nécessaire.

La ségrégation scolaire à l'œuvre

Sélection sociale et orientation forcée

La spécialisation de l'enseignement dès le collège, et la perte de références communes a mené à un repli social autour de références personnelles, familiales, inégalitaires. La disparition de références communes mène à l'isolement social de jeunes issus de milieux populaires. L'aliénation qui résulte de cette spécialisation qui fragmente et enferme les jeunes dans le domaine de professionnalisation qui leur est assigné de plus en plus tôt est un fléau social dans leur libre développement.

La sélection accentuée par les plateformes Parcoursup ou Mon Master prive les jeunes des classes populaires du droit à l'enseignement supérieur.

Puisque contrairement aux élèves issus des établissements mieux dotés, on ne leur apprend pas quelles sont les expériences qui sont valorisées dans les dossiers.

Elle prive aussi la société de futures travailleuses formées et travailleurs formés.

La répartition inégale des spécialités, des options, ainsi que le contrôle continu au baccalauréat, mettent en concurrence les établissements et les territoires les uns envers les autres. La concurrence et la prétendue méritocratie dévalorisent les diplômes et obligent les jeunes à des déplacements que tous et toutes ne peuvent pas faire ou financer.

La prise en compte du contrôle continu nuit au caractère national de l'épreuve du baccalauréat.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

L'enseignement privé renforce la ségrégation scolaire. Il monopolise une partie des budgets de l'éducation nationale. Sous couvert d'une prétendue meilleure qualité d'enseignement et d'encadrement, ces établissements font payer des frais d'inscriptions parfois très élevés et maintient la reproduction sociale dans l'accès aux grandes Écoles et aux corps d'État.

Les spécialités se font au détriment d'une formation commune et d'un juste développement de l'élève.

Elles limitent l'acquisition d'une culture large et transdisciplinaire, seule permettant l'émancipation de la jeunesse. La spécialisation sert une logique mercantile préparant l'exploitation de la jeunesse.

Elles renforcent l'orientation genrée, poussent les femmes dans les filières qui excluent les sciences dures et vers des métiers moins rémunérés.

Construire une formation au service de la nation et de l'émancipation des jeunes

Pour construire des parcours de formations émancipateurs et utiles pour la société, il est nécessaire de développer un service public de l'orientation.

Ce service public doit répondre aux aspirations des jeunes et mettre fin à toutes les discriminations d'orientation. Ce service public doit aussi favoriser la réorientation des jeunes en leur offrant l'opportunité de découvrir les autres formations.

Il est aussi indispensable qu'il puisse répondre aux besoins de la société. L'orientation doit s'inscrire dans le cadre d'une économie planifiée. Ce service public doit travailler à prévoir les besoins en termes de métiers et de compétences, dans le but de prévenir les pénuries dans certains secteurs et le chômage dans d'autres.

Ce double enjeu doit se faire de manière démocratique avec les élèves, des syndicats professionnels, des enseignants, des organisations locales et des experts à différentes échelles géographiques.

Cela passe aussi par une réduction du nombre d'élèves par classe, une augmentation du nombre de professeurs titulaires et des programmes scolaires allégés prenant en compte les besoins et difficultés des élèves.

Il faut en finir avec l'opposition entre formation intellectuelle et formation professionnelle, stigmatisée dès le choix d'orientation au lycée. Cette dernière doit sortir des mains du patronat. Cela passe par l'augmentation du temps en établissement scolaire et un meilleur encadrement des stages en entreprise.

Elles doivent permettre l'accès à des parcours dans l'enseignement supérieur par l'augmentation de la part du temps du tronc commun.

Nous revendiquons une égalité de moyens entre les établissements et le retour des épreuves nationales du bac pour toutes les matières. Chaque élève doit être accompagné en fonction de ses besoins.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

La formation professionnelle détricotée par le patronat

Un outil d'exploitation des capitalistes

Ces quatre dernières décennies, tous les gouvernements y compris ceux de la gauche sociale-démocrate n'ont cessé de détricoter la formation professionnelle, selon le bon vouloir du patronat.

Celle-ci, aujourd'hui en crise, souffre d'un manque de perspectives sur son utilité dans la société.

La voie professionnelle est largement dévalorisée. Elle est considérée comme « voie de garage », dans laquelle sont poussés les jeunes les plus en difficultés scolaires, et le plus souvent issues des classes populaires.

Mais aussi les élèves en situation de handicap qui représentent une part plus importante dans les lycées professionnels par rapport aux lycées généraux (élèves issus de SEGPA) et où l'accompagnement n'est pas assuré correctement faute de moyens (AESH, etc.)

La transformation du lycée professionnel à travers la *réforme du Bac pro* répond à un objectif court-termiste : produire une main-d'œuvre peu chère et malléable pour répondre aux besoins immédiats des entreprises.

La formation en apprentissage, et les aides publiques à l'embauche d'apprentis sont pensées pour fournir au patronat la main-d'œuvre dont il a besoin. Paradoxalement, pour certains secteurs, il peine tout de même à trouver cette main-d'œuvre faute de garantir des contrats, des conditions de travail et un salaire acceptables prélevé sur le capital.

Ces jeunes sont ceux qui subissent le plus les politiques de ségrégation sociale, de précarisation et d'invisibilisation dans le débat public. Une fois leur formation terminée, ils peinent à trouver un emploi stable et justement rémunéré.

Transformer les filières professionnelles en voie d'excellence

Un *statut juste et protecteur pour les stagiaires* doit être mis en place.

Il se décline par : un encadrement pédagogique des stages, une rémunération plus juste et financée par le patronat, et la responsabilité des établissements dans la proposition des stages avec un droit de contrôle des établissements à l'improviste sur le site de l'entreprise, avec une attention particulière aux situations de VSS.

Cette rémunération n'est pas directement payée par le patronat mais par la taxe de formation des apprentis afin de ne pas considérer les lycéennes professionnelles et lycéens professionnels comme des salariés.

Il implique aussi le respect impératif par les entreprises du contenu pédagogique.

En évoquant les réalités vécues à travers l'exploitation par le stage, le *statut juste et protecteur* permet d'interroger la conscience de classe chez les jeunes en lycée pro.

En agissant sur le dispositif de formation, le *statut juste et protecteur* permet de proposer une réponse immédiate et concrète pour changer la vie des jeunes en lycée pro.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

La formation professionnelle relève avant tout d'un enjeu d'éducation et d'émancipation pour les jeunes, comme la formation générale. Elle est aussi un levier pour réindustrialiser le pays, et répondre aux enjeux économiques, sociaux et environnementaux de notre temps.

C'est pour cela que le nombre d'heures de cours généraux ayant été supprimés doit être rétabli. Afin de défendre un véritable tronc commun qui permet aux lycéennes professionnelles et lycéens professionnels de devenir non seulement des travailleuses et travailleurs, mais surtout des citoyennes et citoyens. Des temps de formation syndicale et civique doivent être mis en place afin de permettre aux futures travailleuses et futurs travailleurs, apprenties et apprentis de connaître leurs droits.

Une planification démocratique des formations professionnelles est la condition pour la réussite de cette transformation. Celle-ci doit nous permettre de sortir des logiques court-termistes, et d'apporter une réponse structurelle à la crise de la voie professionnelle.

Cette *planification démocratique* permet de faire coïncider formation professionnelle et besoins du pays. Ouvrant des perspectives pour les jeunes concernés, celle-ci peut devenir l'atout majeur pour réindustrialiser le pays et répondre au défi climatique.

Cet objectif ne doit pas être réalisé au détriment de la formation générale des jeunes concernées. Le MJCF revendique un baccalauréat professionnel en 4 ans, permettant l'acquisition des gestes professionnels et d'une culture générale suffisante afin de poursuivre leur cursus scolaire s'ils et elles le souhaitent.

Des inégalités de classe renforcées dans l'enseignement supérieur

Une casse de l'enseignement supérieur organisée

L'enseignement supérieur s'est considérablement dégradé depuis le début du processus d'autonomisation. Cette casse est organisée par les politiques libérales et européennes et les budgets ne sont pas à la hauteur des besoins de l'ESR.

La baisse de dotation de l'État envers les universités est notamment très flagrante au sein d'une même université. Il existe aussi une différenciation financière selon les filières. Cela apporte beaucoup de dérives, car les universités doivent trouver des moyens autonomes de se financer.

L'un des symptômes de cette libéralisation à marche forcée de l'Université est la vague de "professionnalisation des cursus" faite principalement via des stages, souvent non-rémunérés et avec peu d'apports pédagogiques pour l'étudiante ou l'étudiant, qui ne font que répondre aux exigences du patronat et pallier le manque de personnels et de moyens de l'Université.

L'autonomie des universités n'a pas permis à la massification de devenir une démocratisation de l'enseignement supérieur. Le manque de place a justifié la création de plateformes de sélection.

Cela exclut les enfants issus des classes populaires via le fonctionnement de notation des établissements de Parcoursup et les déplacements demandés par Monmaster pour les entretiens, en plus d'une préférence pour les étudiantes et les étudiants qui ne travaillent pas.

La répartition inégale des établissements du supérieur sur le territoire renforce cette exclusion.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Les classements et la course aux subventions mettent en concurrence les établissements entre eux. Ce système valorise les grands pôles universitaires. Elle engendre une casse du cadrage nationale des diplômes et les dévalorise.

Ce phénomène contribue à une concentration des pôles universitaires dans de grandes villes, ce qui précarise les étudiants obligés de partir loin de leur lieu de vie et vivre dans des zones chères.

La dégradation du service public et le manque d'accès ouvrent une brèche à l'enseignement supérieur à but lucratif. En 2024, un étudiant ou étudiante sur dix y est inscrit.

Par ailleurs, le désinvestissement de certaines filières par le service public renforce le système hégémonique des écoles privées, précarisant les jeunes et sélectionnant par le capital financier. La qualité des formations y est moindre et les frais d'inscriptions sont de plus en plus élevés, les jeunes issues et issus de pays hors-UE voient leurs frais d'inscriptions exploser. Dans ces conditions, il devient de plus en plus dur pour les étudiantes étrangères et étudiants étrangers d'étudier en France.

Les conditions d'emploi des enseignantes-chercheuses et des enseignants-chercheurs sont en constante dégradation. Le personnel non-enseignant, technique, de sécurité et d'entretien notamment, est de plus en plus sous-traité à des entreprises privées, dans des conditions d'emploi précaires et indignes.

Les universités ne sont pas épargnées par les instrumentalisation de la part de l'extrême droite. La casse du service public crée un terreau propice à ces dérives en alimentant le désarroi social. Lutter contre l'individualisation des parcours et l'isolement social et intellectuel est une manière de contrer les offensives réactionnaires au sein de l'enseignement supérieur.

Une précarité étudiante structurelle

La précarité étudiante augmente et le système de bourse est à bout de souffle et obsolète : pas de prise en compte de la séparation des parents, de rupture familiale, des crédits du foyer parental. L'accès à la santé, aux loisirs ou à une alimentation saine, est en recul.

Le logement est la première dépense des étudiants et des étudiantes.

La qualité des logements étudiants est un frein à la réussite ; les conditions de vie des étudiantes et étudiants sont inacceptables.

Cette situation se renforce par le manque de logements sociaux étudiants.

Un étudiant ou étudiante sur deux est obligé de se salarier. C'est la première cause d'échec à l'université. Les jeunes dans le supérieur sont une main-d'œuvre malléable pour le patronat. Les contrats précaires et les bas salaires sont la norme.

La précarité étudiante est un apprentissage de la pauvreté, en sortie d'études les prétention salariales et syndicales s'en retrouvent réduites au minimum pour ceux qui ont vécu leur premier pas d'adulte dans la pauvreté. Après des années d'études dans ces conditions le SMIC mensuel est perçu comme une sortie de la misère et une urgence. De plus, l'échec scolaire provoqué par la précarité étudiante sert le discours méritocratique et assoie l'ordre social de la bourgeoisie sur les plus pauvres.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

La recherche, pilier de l'innovation et de la lutte pour le climat

Les conditions d'emploi des enseignants-chercheurs sont en constante dégradation. Les conséquences sont visibles sur la qualité de l'encadrement des étudiants et étudiantes, mais aussi sur la capacité des enseignants-chercheurs à mener à bien leurs travaux.

Les enseignantes-chercheuses et enseignants-chercheurs doivent aujourd'hui consacrer plus de la moitié de leur temps de travail à des tâches administratives. Ceci résulte d'une politique toujours plus importante en faveur de la bureaucratie, de la performance et de la notation, résultat de l'intrusion du néolibéralisme dans les facultés.

Chaque année, moins de jeunes s'inscrivent dans un parcours doctoral.

L'absence de débouché professionnels dans le monde universitaire décourage de nombreux jeunes à poursuivre leurs études.

Les conditions précaires d'exercice ainsi que la difficulté à obtenir un financement cassent la recherche.

La recherche, pourtant pilier de l'innovation, subit des coupes budgétaires importantes. Elles mettent en péril les organismes publics et laissent place à une privatisation de la recherche. La bourgeoisie fait le choix de mener des recherches rentables au détriment de recherches utiles à la population. Ces choix sont délétères pour la recherche scientifique, notamment en lien avec le climat et la préservation de la biodiversité.

Le dispositif des Conventions industrielles de formation par la recherche donne la possibilité aux entreprises et aux associations de bénéficier d'aides publiques afin de recruter des doctorants. Il permet surtout aux entreprises d'utiliser la production des doctorants et doctorantes, souvent surdiplômés dans la perspective de nouveaux profits.

Construire l'enseignement supérieur qui forme de futurs travailleuses et travailleurs

Pour un enseignement supérieur et une recherche qui forme de futurs travailleuses et travailleurs, il est impératif de revenir sur le projet d'autonomisation des universités mis en place sous le gouvernement de Macron en décembre 2023, qui fait suite à la loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU). Il faut revendiquer un enseignement supérieur relevant du service public et décentralisé. À ce titre, il est nécessaire de mettre en place la construction de six nouvelles universités afin de couvrir l'ensemble du territoire. .

Cela doit aller de pair avec la construction d'autant de pôles de formation que nécessaire afin de couvrir l'ensemble du territoire. Il est aussi nécessaire de développer de nouvelles formations.

Les parcours dans le supérieur doivent être sécurisés par le renforcement d'un service public à destination de ces jeunes.

L'enseignement supérieur doit être accessible aux jeunes ne pouvant pas accéder à l'intégralité des cours pour cause de handicap, de maladie ou de parentalité. Des statuts spécifiques doivent être créés afin de leur permettre de rattraper les cours et de bénéficier d'un accompagnement spécifique.

Nous revendiquons donc la nationalisation de tous les établissements privés, sous contrats ou non, en ce qui concerne l'enseignement supérieur, cela afin de donner un coup d'arrêt aux logiques de rentabilité de l'école et donc de construire un pôle universitaire public et démocratique, accessible à tous et à toutes.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Pour sortir les jeunes en études du salariat, un revenu étudiant est nécessaire. Il est fixé au minimum du seuil de pauvreté avec une part fixe et une part variable. Le revenu étudiant doit pouvoir être calculé en dehors du revenu des parents. Il est financé par la création d'une nouvelle branche de la Sécurité sociale.

En complément, il est nécessaire de réquisitionner des logements inoccupés et de construire au moins 350 000 places en logements étudiants à tarification sociale. Ce nombre doit pouvoir évoluer suivant l'augmentation des besoins pour permettre au plus grand nombre d'en bénéficier. Les services publics de santé physique et psychique comme d'accès aux loisirs pour les jeunes en études doivent aussi être renforcés.

Un grand plan de titularisation et de recrutement d'enseignantes-chercheuses et d'enseignants-chercheurs, de maître de conférence et de personnel non-enseignant est nécessaire. C'est la garantie pour un meilleur accompagnement des étudiants et de meilleures conditions d'emploi.

Cela s'accompagne de la création d'un statut du doctorant et de la doctorante qui doivent bénéficier de meilleures conditions de travail et de contrats plus protecteurs et d'une réforme du statut de post-doc. Pour toutes et tous, une grille universelle des salaires doit permettre une rémunération juste. La recherche doit pouvoir être planifiée en fonction des besoins de la société. Pour cela, les organismes de recherche et l'établissement des contrats doctoraux doivent être gérés plus démocratiquement. Elle doit se faire en fonction des besoins de la société, notamment dans la transition écologique et l'adaptation au dérèglement climatique. L'État doit pouvoir engager des recherches dans des secteurs clés sans négliger les recherches fondamentales. L'indépendance de la recherche est essentielle à sa qualité.

Les jeunes, main-d'œuvre malléable du capital

Une perte de sens dans le travail

La sélection sociale, l'absence de système d'orientation ambitieux et la casse généralisée du travail provoquent une perte de sens inhérente au capitalisme. Le travail est vu uniquement comme l'accès à une rémunération et non avec une perspective émancipatrice.

L'obtention d'un contrat stable est de plus en plus tardive. Les jeunes, notamment en sortie d'étude sans travail notamment en sortie d'étude sans travail, sont confrontés à des contrats précaires qui justifient de faibles salaires et des conditions d'emploi dégradées.

Les capitalistes développent des contrats spécifiques pour les jeunes en dehors du droit commun. Ils leur permettent d'augmenter leur profit grâce à une main-d'œuvre malléable et non encadrée par le Code du travail.

Des modes de production qui individualisent le travail et qui ne respectent pas l'environnement

La casse des productions et changements des rapports sociaux au sein des lieux de travail a fait disparaître les liens sociaux qui favorisent la conscience de classe et la création de collectifs et de luttes communes. Ce qui a accentué la mise en concurrence des travailleuses et des travailleurs.

Ce phénomène est permis et entretenu par un recul de la syndicalisation.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

L'émergence d'un capitalisme de plateforme illustré par l'ubérisation, l'omniprésence du modèle "TPE-PME" et la montée du statut "d'auto-entrepreneur" participe à l'effacement de la conscience de classe chez beaucoup de travailleurs.

L'ubérisation a été une transformation radicale de la structure du Capital. Avant, toute personne qui participait à la constitution du capital d'une entreprise en recevait une part de propriété, un droit de vote au conseil d'administration de l'entreprise et percevait des dividendes en conséquence. Dans les entreprises ubérisées, les travailleuses et travailleurs participent au capital de l'entreprise, en y apportant leur principal outil de travail mais ne perçoivent ni part de propriété, ni droit de vote au sein du conseil d'administration, ni dividendes de l'entreprise. L'ubérisation les contraints à payer pour travailler. Cependant elles et ils ne jouissent pas non plus de garanties quant à leur rémunération ou leurs horaires de travail, leur droit de grève ou aux vacances, elles et ils sont rémunérées et rémunérés à la tâche. L'ubérisation du travail mène à une précarité des travailleuses et travailleurs qui, pourtant, détiennent la propriété d'une partie de leurs moyens de production. C'est un changement en défaveur de la classe travailleuse.

Le détricotage du Code du travail, de la Sécurité sociale et des instances de protection des travailleurs et travailleuses scelle la précarisation du travail.

Les choix capitalistes d'investissement nuisent à l'environnement à l'environnement. Les industries perdent de la vitesse et ne parviennent pas à s'adapter pour produire en polluant moins. La recherche de profit encourage même le développement des industries polluantes, néfaste pour la santé, entraînant un effondrement de la biodiversité, renforçant le dérèglement climatique.

La privatisation des ressources nuit à l'environnement, la biodiversité, la production agricole et donc à l'accès à l'alimentation et aux biens communs, tel que l'eau comme dans le cas de la création de retenues de substitution dites "mégabassines".

Pour un travail utile et une production planifiée

Nous avons besoin de créer des emplois utiles à la collectivité pour redonner du sens au travail. Cela ne pourra se faire que dans le cadre d'une planification de la production, notamment dans les secteurs stratégiques. La planification est la condition pour une production plus écologique et qui répond aux besoins de la société et non du capital.

Un plan de réindustrialisation, agricole et de renforcement des services publics et de renationalisation d'entreprises est la condition pour éradiquer le chômage et donner du sens au travail.

Pour sécuriser les parcours, dans un premier temps, le CDI doit devenir la norme et les contrats précaires doivent être abolis. Une reconstruction du Code du travail et des instances de protections des travailleuses et travailleurs est aussi nécessaire.

L'accès aux allocations chômage doit être dissocié de la nature de la rupture ou du refus d'un CDI, quelles que soient les motivations (santé, harcèlement, reconversion, incohérence éthique, etc.). Nous militons pour l'abolition des clauses excluant les démissionnaires ou les refus de CDI du système d'assurance chômage, afin de garantir un véritable filet de sécurité sociale non conditionné à la docilité envers des emplois parfois abusifs. La liberté de quitter un poste toxique ou de refuser une offre inadaptée doit être reconnue comme un droit fondamental, sans sanctions économiques. Il doit aussi être renforcé pour faire rempart aux violences du capitalisme. Des moyens humains et financiers doivent être attribués aux Directions Régionales de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DRETS) afin de permettre une

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

action efficace des inspections du travail. À terme, au travers de la révolution socialiste et du communisme, l'abolition du salariat est la seule solution pour l'émancipation des travailleuses et travailleurs.

Le MJCF revendique l'augmentation de l'allocation du régime de l'intermittence du spectacle ainsi que la diminution du nombre d'heures nécessaires à son accession afin de garantir aux travailleuses et travailleurs du spectacle un niveau de vie décent malgré la nature précaire des contrats spécifiques à ce milieu.

L'ensemble des contractuelles et contractuels doivent être titularisés et correctement formés afin de leur garantir une stabilité, mais aussi d'assurer la continuité du service public.

Le droit à la formation doit être renforcé pour permettre cette transition. Le système de validation des acquis doit être étendu et facilité. La gratuité de la validation des acquis doit être totalement établi pour permettre aux agents les plus précaires d'y recourir.

Un droit nouveau doit être créé pour permettre aux travailleuses et travailleurs de changer facilement d'emploi sans perte de revenu.

En accordant une importance particulière aux travailleuses et travailleurs victimes d'accidents du travail, d'accidents de trajets ou de maladies professionnelles pour garantir une formation financée ainsi qu'un retour au travail dans un autre secteur manuel ou intellectuel Une formation doit être proposée si elle est voulue par le salarié. La formation professionnelle doit être dispensé au salarié si elle est nécessaire à l'exercice de ses fonctions.

Redonner du sens au travail passera également par la réappropriation par les travailleurs et travailleuses de leur outil de travail et des moyens de production de celui-ci donc par la fin de la mainmise du capital sur l'entreprise. Cette démocratisation doit s'accompagner de moyens pour permettre aux travailleuses et travailleurs de s'approprier les enjeux sociaux, environnementaux et industriels liés à leur emploi.

Nous voulons créer de l'emploi par la planification démocratique de l'économie et de l'industrie et par la baisse du temps de travail. Les personnes privées d'emploi font l'objet d'une stigmatisation constante leur faisant porter le chapeau du déficit public. Les règles du chômage de plus en plus strictes sont des attaques violentes envers les personnes privées d'emploi, qui ont pour but de les maintenir en précarité.

Le RSA est un revenu indigne qui fait vivre les gens sous le seuil de pauvreté, qui n'offre aucune perspective à ses bénéficiaires, il doit à terme être supprimé. À travers France Travail, le RSA et l'absence de planification, l'État entretient un chômage de masse et organise l'armée de réserve du capital. Nous revendiquons pour toutes et tous le droit à un travail émancipateur et un revenu décent. Nous voulons pour toutes et tous le droit à se réorienter dans son parcours professionnel et à l'accompagnement dans cette démarche.

Les travailleuses et travailleurs doivent choisir leurs conditions de travail et les orientations économique et stratégique de leur entreprise. L'émancipation et l'efficacité au travail passent par une hausse générale des salaires, leur indexation sur l'inflation, l'augmentation du temps libre et prévoyant la diminution continue du temps de travail en fonction des besoins et capacités productives de la société.

Le MJCF refuse la tendance du patronat à user abondamment de primes exceptionnelles. Le patronat voit là un moyen de se faire bien voir auprès des salariées et salariés tout en exonérant de cotisations sociales. Le MJCF affirme que le salaire soumis à cotisation doit être l'élément central de toute rémunération. Le salaire de tous les salariés, quel que soit leur fonction, doit être basé sur le temps de travail et les qualifications des travailleuses et

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

travailleurs. Ces salaires seront harmonisés à l'échelle nationale. Les réalisations exceptionnelles du produit des entreprises pourront donner lieu à des primes.

L'adaptation des conditions de travail pour les personnes en situation de handicap doit être poursuivie et renforcée.

Un patriarcat imbriqué dans le système capitaliste

Une division genrée de la société qui renforce l'exploitation et s'accompagne de violences

La division genrée de la société renforce l'exploitation. Dès le plus jeune âge, les enfants sont assignés à des stéréotypes de genre. Les garçons apprendront à être confiant et à avoir du contrôle sur les choses tandis que les filles seront habituées à être discrètes et soumises. Ils conditionnent les parcours et alimentent les discriminations sexistes.

Une inégalité des salaires persiste. Elle est partiellement due au temps partiel imposé et aux contrats précaires. Dans le secteur privé le revenu salarial moyen des femmes est inférieur d'en moyenne 24% par rapport à celui des hommes. La majorité des travailleuses sont réunies dans quelques secteurs féminisés quand les hommes accèdent à des métiers plus variés. Elles voient aussi leur carrière stagner après le premier enfant. Tous ces éléments entraînent des départs à la retraite avec une décote.

Les métiers féminisés sont dévalorisés, en particulier ceux du service public et du service à la personne. Cette dévalorisation du capital public permet une meilleure rentabilité du capital privé.

Les femmes subissent une double exploitation par la charge de la reproduction de la force de travail qui est assurée en grande partie par elles. La réduction du temps de travail reproductif est majoritairement liée à l'avancée technologique.

Les offensives réactionnaires religieuses sur les réseaux sociaux notamment font d'ailleurs la promotion auprès des jeunes femmes du mode de vie "traditionnel" type "tradwife" incitant de plus en plus de jeunes femmes à renoncer aux études et au travail afin de se soumettre à leur mari et de se consacrer au travail reproductif.

Les familles monoparentales à la suite d'une séparation, reposent sur les mères dans l'écrasante majorité des cas. Dans ces cas, les mères subissent une précarité, un chômage et une dépendance familiale beaucoup plus importantes. La domination masculine fait du couple hétérosexuel un outil d'exploitation féminine même après sa rupture.

On observe un manque de connaissances et de recherches sur la santé des femmes. Cela entraîne des retards de diagnostics, ainsi que des parcours de soin longs, difficiles et violents, voire d'une errance médicale. Cela est d'autant plus accentué par les disparités territoriales. Les traitements effectifs des maladies féminines ou de personnes mentruées n'existent quasiment pas.

Cette méconnaissance impacte également le monde du travail, où les maladies spécifiquement féminines sont souvent ignorées, entraînant un manque d'adaptations des conditions de travail, l'absence de reconnaissance de pathologies liées au cycle menstruel et une précarisation accrue des femmes en raison de l'insuffisance de dispositifs comme le congé menstruel. Il est donc urgent de mettre en place des politiques publiques garantissant une meilleure prise en compte de la santé des femmes, tant dans le parcours de soin que dans le monde du travail.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Les offensives réactionnaires et religieuses tendent à faire reculer le droit à l'avortement. Malgré la constitutionnalisation, on observe une réduction à la fois du nombre de centres d'IVG et de plannings familiaux en France mais aussi une augmentation du nombre de médecins arguant de la clause de conscience pour refuser de les pratiquer. Les délais sont rallongés, ce qui se traduit par des frais supplémentaires pour certaines femmes qui se retrouvent forcées d'avorter à l'étranger ou par une hausse des risques pour celles qui n'en ont pas les moyens et pratiquent donc des avortements illégaux hors délais.

Les stéréotypes alimentent les agissements sexistes et les violences sexistes et sexuelles. La culture du viol induit l'hypersexualisation. Elle banalise les violences sexistes et sexuelles par une objectification du corps des femmes.

La marchandisation du corps des femmes est à la croisée des chemins des violences. La pornographie et la prostitution sont des viols tarifés qui alimentent la précarité et une image violente des rapports femmes/hommes. Cette exploitation se fait au profit des hommes au détriment des femmes précaires, particulièrement des femmes exilées.

Le système porno-prostitutionnel touche particulièrement les jeunes femmes victimes de violences sexuelles durant l'enfance, dans le cadre familial le plus souvent. La pornographie et la prostitution sont ainsi la continuité marchande de ces trajectoires de violences sexuelles pédo-criminelles. Les violences intrafamiliales fournissent au système porno-prostitutionnel ses principales victimes, tandis que la pornographie et la prostitution véhiculent une idéologie qui encourage les violences intrafamiliales à caractère sexuel. La cellule familiale est le moteur de la reproduction de la violence. La pornographie et la prostitution sont des viols, obtenus par soumission économique. L'abolition du système porno-prostitutionnel fait partie des conditions pour obtenir une sexualité fondée sur le libre consentement.

Ces violences patriarcales s'expriment également sur les enfants. 13% des femmes ont subi des violences sexuelles dans leur enfance, dont 40% avant l'âge de onze ans. Ces violences sexuelles s'accompagnent de violences physiques et psychologiques. Elles sont en grande majorité commises par des hommes et sont intrinsèquement liées à la domination patriarcale. L'État doit mettre en œuvre des moyens importants pour lutter contre ces violences et protéger activement les enfants qui en sont victimes. Cela doit passer par un investissement financier et humain massif dans la protection de l'enfance, qui traverse actuellement une grave crise structurelle.

Des stéréotypes de genres qui alimentent les discriminations envers les personnes LGBTI

Les personnes LGBTI subissent de multiples violences exacerbées qui commencent trop souvent dans les cercles familiaux. Ces violences sont en augmentation. Elles subissent aussi des discriminations dans l'emploi qui freinent leur émancipation.

Le capitalisme patriarcal, ainsi que son modèle de famille hétérosexuel, est la source de ces discriminations. Les personnes transgenres subissent encore des difficultés dans l'accès aux soins, une augmentation de la transphobie décomplexée qui se traduit par des violences verbales et physiques, notamment à l'encontre des jeunes et des femmes transgenres.

Cela entraîne et encourage la médecine française à mutiler les enfants intersexes. Ces mutilations sont une aberration dans notre système de santé, car elles provoquent des complications médicales et des traumatismes, sans que ce soit nécessaire et sans le consentement des individus. Elles constituent une atteinte aux droits humains.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Les personnes LGBTI n'ont pas accès aux mêmes droits que l'ensemble de la population. Elles sont discriminées notamment l'accès à un logement ou un emploi. Elles sont aussi discriminées sur les droits liés aux questions reproductives. Malgré l'ouverture de la PMA pour les couples homosexuels, les personnes transgenres en sont toujours exclues.

Les attaques contre les personnes transgenres sont devenues le principal angle d'attaque des droites et de l'extrême droite contre les LGBTI. Celles-ci se voient aujourd'hui menacées d'un recul de leurs droits.

Une société débarrassée du patriarcat

Le MJCF développe une analyse matérialiste de la domination masculine (ou patriarcat) et des moyens pour la dépasser. Il considère que la domination masculine est une affaire d'inégalité, d'exploitation et d'injustice contre les femmes, au bénéfice des hommes, qu'il s'agit d'un système qui ne sera abattu que par l'action politique et des moyens collectifs. Le MJCF rejette la conception libérale qui voit l'origine du patriarcat dans le manque de tolérance ou de respect. Cette analyse individualiste contraint à ne pouvoir revendiquer que l'éducation comme moyen d'abattre le patriarcat. Le MJCF combat cette dérive.

Le MJCF revendique une société débarrassée du patriarcat. Cette lutte ne peut être menée sans une lutte contre l'exploitation capitaliste. La fin de l'orientation genrée et des contrats précaires est un préalable.

Les droits et rémunérations entre les travailleurs et les travailleuses doivent être les mêmes.

La loi relative aux 3 séances d'éducation à la vie affective et sexuelle par an durant toute la scolarité doivent être appliquée. Elle doit promouvoir l'égalité des genres, éduquer au consentement, sensibiliser au fléau de la pédophilie, à la contraception, lutter contre les représentations sexistes et prévenir les violences sexistes et sexuelles.

Également offrir un échange sain qui permette de déceler les violences sexuelles sur les enfants. Les thématiques abordées ne doivent pas éluder les problématiques liées à l'orientation sexuelle, et au genre.

Cette revendication doit permettre l'éducation des jeunes dans un objectif d'éradication des violences patriarcales. Elle est la porte d'entrée pour des relations débarrassées des violences et à une sexualité épanouie pour toutes et tous.

L'état doit investir dans la recherche pour une contraception féminine et masculine efficace et sans effet secondaire. L'accès à la contraception doit être anonyme, libre et gratuit pour tous et toutes. L'intégralité des centres IVG et plannings familiaux doit être ouverte, de nouveaux doivent être ouverts partout où c'est nécessaire pour que la santé des femmes ne soit plus en danger et la clause de conscience doit être supprimée.

Un plan massif de recherche et de formation doit être porté par l'État afin d'avoir une meilleure connaissance de la santé des femmes et des maladies spécifiques qui les touchent tel que l'endométriose, les migraines, certains cancers. Cette lutte scientifique doit être menée autant dans les laboratoires de recherche que dans la formation des personnels médicaux qui minimisent et psychologisent trop souvent les douleurs des femmes. Ce manque de connaissance entraîne des retards de diagnostic, de prise en charge des pathologies, une dégradation des conditions de vie et des décès.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

L'État doit investir dans la lutte contre les violences sexistes et sexuelles, en particulier en formant tous les agents des services publics.

Les cas de violences dans la famille, en particulier les abus sexuels sont de plus en plus connus du grand public et appellent à un investissement massif dans les services d'aide à l'enfance.

Les victimes doivent être prises en charge de manière digne, dans le respect de leurs volontés et doivent avoir accès à un hébergement d'urgence.

Les victimes de violences intra familiales doivent être mises immédiatement en sécurité et les auteurs de violence doivent être immédiatement éloignés.

Les violences sexistes et sexuelles doivent être mieux condamnées. Les personnes condamnées pour ces faits ne doivent pas être élues de la nation.

Les violences sexistes et sexuelles doivent faire l'objet d'une politique de réhabilitation et d'éducation en plus de la condamnation. C'est par l'éducation que l'on empêche la reproduction des actes délictueux ou criminels. Les VSS doivent être mieux traitées par l'appareil policier et judiciaire afin que les victimes soient reconnues comme tel et que les auteurs fassent l'objet de sensibilisation et d'éducation de manière systématique.

Pour mettre fin à l'exploitation sexuelle, il est nécessaire d'abolir la prostitution et la pornographie.

Cela nécessite l'accompagnement des victimes, par un personnel qualifié pour recueillir leurs paroles, mettre en place un suivi médical et psychologique et mettre à disposition des moyens pour permettre une réinsertion sereine dans la société et lutter contre la précarité des personnes en situation de prostitution notamment par l'augmentation de l'allocation sortie prostitution. Lutter contre les réseaux de trafics d'êtres humains qui forcent à la prostitution des femmes étrangères et des mineures. Assurer l'accueil des victimes étrangères et leur hébergement. Ainsi que leur régularisation, pour les protéger des réseaux mafieux qui représentent la majorité des réseaux de prostitution.

Des moyens doivent être débloqués afin de permettre l'application de la loi d'avril 2016.

Cette lutte doit se faire avec les survivantes et donc en collaboration avec des associations de survivantes.

La lutte contre la marchandisation des corps des femmes passe par le maintien de l'interdiction de la GPA et par la pénalisation des personnes qui y recourent. La gestation pour autrui porte atteinte à la dignité humaine.

Ni la GPA marchande ni la GPA dite altruiste n'est souhaitable. En effet, derrière le terme de GPA altruiste il y a souvent des avantages en nature, des conditions imposées à la mère porteuse, le corps de la femme ne peut être soumis à un contrat quel que soit sa forme.

Pour mieux accompagner les personnes victimes de LGBTI phobies, des hébergements publics et centres d'accueil à destination des jeunes victimes doivent être construits.

L'industrie du médicament doit enfin répondre aux besoins des personnes LGBTI et leur émancipation quant au contrôle de leur corps au profit du capitalisme patriarcal. Ceci passe par l'accessibilité et le développement de la lutte contre le SIDA, mais aussi par des soins médicaux accessibles à toutes et tous pour les personnes transgenres, qui doivent déboursier

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

des sommes importantes pour accéder à leurs chirurgies ou des soins médicaux importants. Cela nécessite la nationalisation de cette industrie.

La fin des mutilations des personnes intersexes est impérative, ainsi qu'une transparence du dossier médical des personnes intersexes. Un nouveau-né ne peut consentir à des actes invasifs sur la seule décision des adultes.

Les parcours de transition doivent être facilités. Il est essentiel que ces parcours soient accompagnés médicalement et socialement.

Le changement d'état-civil, doit pouvoir être fait en mairie sur simple demande et déjudiciarisé. La prise d'hormones, peu importe la méthode utilisée doit être remboursée intégralement par la Sécurité sociale.

Une meilleure compréhension des parcours de transition est nécessaire pour réaliser cet accompagnement. Par transition nous parlons de 3 choses différentes : transition sociale, c'est à dire changement de prénom et de pronoms dans la vie quotidienne et le port de vêtement d'affirmation de genre ; transition administrative, c'est à dire le changement du prénom et du sexe sur l'état civile ; transition médicale, allant de la prise d'hormone aux opérations chirurgicales. Une personne transgenre peut effectuer certaines de ces transitions voire toute, ce parcours se fait parfois sans soutien de la famille et/ou des amies et amis, entraînant une précarisation sociale.

Le droit à la PMA doit être renforcé et ouvert aux couples transgenres.

Racisme, antisémitisme et islamophobie comme poison de la division de la classe travailleuse

Des discriminations liées à une origine, religion réelle ou supposée

Le racisme est un processus complexe qui est alimenté par le colonialisme, des différences culturelles, le sentiment de déclasserment et la polarisation internationale. Il se base sur une origine, une religion réelle ou supposée.

Il est alimenté par le colonialisme car il oppresse particulièrement les personnes originaires d'anciennes colonies françaises en France. Il est aussi une certaine suprématie qui permet de justifier la position de dominant que l'État français a envers ses colonies, et d'exploiter les populations originaires des anciennes colonies.

Il agit dans toutes les sphères de la société. C'est le cas dans l'emploi à travers une discrimination à l'embauche et dans les parcours professionnels mais également dans l'accès au logement.

Le racisme est entretenu par la bourgeoisie pour diviser le prolétariat et ainsi assurer sa position de classe dominante.

L'institution policière et judiciaire reproduit et entretient les violences racistes. Par leurs formations et les techniques utilisées, les agentes et agents exercent des discriminations et des violences pouvant aller jusqu'au meurtre. L'éloignement avec la population crée des tensions et une défiance mutuelle.

Le racisme va jusqu'à engendrer des violences individuelles. Elles sont en constante augmentation et fracturent la société. À l'image de l'antisémitisme qui est ancré dans la

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

société. Les personnes discriminées sont prises pour cible par l'extrême droite et les forces réactionnaires.

Nous ne devons pas nier l'augmentation des violences antisémites au lendemain des attentats du 7 octobre, qui sont le fait d'une part d'amalgame entre judaïsme et régime sioniste israélien actuel, et d'autre part, d'une extrême-droite religieuse profondément antisémite.

L'extrême droite instrumentalise une partie de l'immigration, majoritairement les immigrées et immigrés extra-occidentaux et/ou précaires, pour fracturer la société.

Loin de ses discours racistes anti-immigration, l'extrême-droite soutient pleinement les lignes diplomatiques et économiques qui génèrent l'immigration en premier lieu. En élevant l'immigration comme le principal problème de notre société, elle peut prétendre que l'ennemi du peuple est l'étranger plutôt que la bourgeoisie et donc chercher à étouffer le développement d'une conscience de classe. Elle développe des théories réactionnaires comme le « grand remplacement » pour monter les travailleuses et travailleurs les uns contre les autres. L'extrême droite stigmatise les personnes de confession musulmane en les associant systématiquement au terrorisme et à la violence avec une volonté de les exclure du corps national.

Cette stigmatisation s'opère en amalgamant des individus d'origine étrangère à l'islamisme dans le but de les discriminer et d'exciter le suprémacisme. Cette obsession raciste et suprémaciste envers l'islam et les personnes qui y sont assimilées, au-delà de toute critique bien fondée du fait religieux est ce que nous pouvons qualifier d'islamophobie. Ce racisme antimusulman se déploie notamment à travers les médias liés à l'extrême droite et donne lieu à des campagnes publiques soutenues par un spectre politique large, allant jusqu'au centre gauche. Cette stigmatisation débouche sur des violences physiques et des discriminations à l'emploi et au logement caractérisée au niveau national. Instrumentalisant la laïcité, le féminisme et les valeurs républicaines, cette forme particulière de racisme est aussi un obstacle à une critique saine de l'aliénation religieuse.

L'illégalité du séjour, l'absence de papiers, est utilisée pour diffuser un autre racisme à l'égard de toute personne ayant une origine supposée de pays pauvres, africains ou asiatiques, associés systématiquement aux mêmes violences.

Défendre un antiracisme socialiste

Le combat contre le racisme est nécessaire, car il divise notre société et la classe travailleuse. Il faut apporter une réponse de classe à ce poison. Cela passe par un combat antiraciste. Celui-ci ne doit pas nier l'existence de classe sociale tout en ne la mettant pas comme contradiction unique.

Cette lutte passe également par une sensibilisation par l'éducation nationale, lors de temps dédiés.

L'analyse du MJCF prend en compte l'ensemble des données nécessaires pour analyser un système.

Le combat antiraciste doit avoir pour vocation l'émancipation de toutes et tous. Il a une portée particulière pour celle de la classe travailleuse. Cela passe par la construction de la conscience de classe et la lutte contre les discriminations. Les combats pour l'émancipation des travailleurs et des travailleuses sont universels.

Toutes et tous doivent avoir les mêmes droits effectifs car ceux-ci sont fondamentaux.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Le combat antiraciste doit être à vocation majoritaire, car il répond à la division par le racisme de la société.

Le racisme est utilisé et agité par l'extrême droite pour diviser le prolétariat.

L'action antiraciste doit donc avoir pour but l'unité pour lutter contre les discriminations et les violences, pour finalement en finir avec le néo-colonialisme français et les systèmes d'oppression à l'origine du racisme.

Un combat antiraciste offensif

Le combat contre le racisme doit être offensif. Il doit avoir comme objectif d'abattre les discriminations.

Pour cela, les violences racistes et antisémites doivent être sanctionnées. La justice doit être appliquée afin que les auteurs des violences soient condamnés à hauteur de leurs actes.

Les médias incitant à la haine raciale et à la discrimination doivent être nationalisés ou interdits d'émettre, c'est nécessaire pour lutter contre l'extrême droite et le racisme en France.

Les discriminations à l'embauche et au logement doivent être combattues au moyen de l'anonymisation des CV.

La police et les services publics ne peuvent faire subir du racisme à ces usagers. L'institution policière doit être débarrassée du racisme qui la gangrène. De meilleures formations doivent être dispensées. Les agents dépositaires de l'ordre public ne peuvent commettre des violences racistes, antisémites ou islamophobes.

Les contrôles d'identité dits de prévention qui ne sont pas liés à une infraction doivent être interdits et les contrôles au faciès doivent être punis et leurs auteurs déférés devant un tribunal. Lorsque c'est le cas, les agents en question doivent être suspendus après consultation d'un organisme/organe indépendant.

Le MJCF revendique la suppression de l'IGPN et la création d'un organisme judiciaire indépendant des forces de police afin de juger les agents manquant au règlement. Les objectifs chiffrés de la police doivent être abolis et les stratégies, surtout celles centrées sur les infractions des plus précaires, doivent être réformées.

Les mesures d'OQTF et les Centres de Retentions Administratifs (CRA) doivent être supprimés, il faut lutter contre ces mesures qui entretiennent la haine et la peur de l'étranger qui se développent en France, qui sont mises en place en instrumentalisant l'institution judiciaire.

La lutte contre les propos racistes, antisémites LGBTI-phobes, masculinistes et tous les autres propos haineux, en public et sur internet, doit être implacable. Le MJCF revendique que les services de police s'occupant de ce problème et les services de modérations soient développés et élargis. Il est nécessaire que toute personne condamnée par la justice pour des injures ou des actes de ce genre soit inéligible.

Le racisme continue de nourrir et de justifier des préjugés et des discriminations contre les migrants et migrantes jugés indésirables.

Il est nécessaire d'accueillir dignement les personnes dans cette situation leur départ étant choisi ou contraint. Partir n'est jamais un choix facile et représente un déracinement. Les



Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

services publics français doivent mettre en œuvre un travail pour l'intégration complète des personnes immigrées. Cela passe notamment par la simplification et l'accélération des démarches administratives comme la reconnaissance du statut de mineur isolé, qui permet aux jeunes réfugiés d'intégrer un parcours scolaire et un titre de séjour. Cela passe par des cours de français, un accès aux soins et à un logement et bénéficier d'un suivi social de qualité qui a des moyens à la hauteur des besoins ainsi qu'un suivi psychologique. L'intégration pleine et entière ne peut se faire sans une formation et un emploi digne et rémunérateur.

Elle ne peut se faire non plus au prix de l'exploitation des personnes migrantes par la bourgeoisie capitaliste et impérialiste.

Toutes les personnes sans papier exprimant la volonté de demeurer en France et de participer à la vie publique, économique et politique du pays, doivent à terme être également régularisées, afin de faciliter leur intégration et leur recherche d'emploi. Pour lutter contre cette division que veut nous imposer la bourgeoisie et développer la conscience de classe dans la société.

Le combat contre le racisme passe aussi par la bataille culturelle contre la diffusion d'idées et de discours racistes. Le racisme est une forme de domination qui s'ajoute à une domination sociale. L'antiracisme de classe porte la dénonciation du système racial, le combat contre les groupes racistes violents et l'unité des jeunes et des travailleuses et travailleurs autour de notre projet d'émancipation humaine.



Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Le MJCF dans l'action

La question de l'organisation, de la pratique politique et des gestes militants est aujourd'hui absente du débat à gauche. C'est là une source de la faiblesse de la conscience de classe. Le MJCF considère que les problèmes politiques sont avant tout des problèmes d'organisations. Le MJCF se donne comme priorité de rendre à cette question sa place centrale. Il cherche à développer les débats théoriques qui se posent à lui dans la pratique, et à trouver leur résolution par celles-ci.

Le MJCF tend à être une organisation de masse. Pour atteindre cet objectif, son activité s'adresse au plus grand nombre à travers des mots d'ordre accessibles, qui permettent de remettre en cause le capitalisme en faveur du socialisme.

Son caractère de masse lui permet de participer au renforcement de conscience de classe chez les jeunes. L'activité du MJCF se structure à deux échelles.

Afin de s'implanter sur les lieux de vies, de travail et d'études des jeunes, le MJCF se dote d'une campagne structurante. Cette campagne nous permet d'obtenir des victoires politiques, d'assurer un militantisme régulier et de pérenniser la structure de notre organisation.

Pour s'adresser aux jeunes, le plus largement possible, le MJCF mène des batailles qui répondent à l'actualité et aux enjeux du mouvement. Celles-ci sont une porte d'entrée simple au MJCF, et un cadre idéal pour les initiatives populaires et massives.

Le MJCF développe une activité de masse et diversifiée

Amener la politique au cœur de la vie des jeunes

L'activité du MJCF se fait dans des cadres simples et ouverts. Ils doivent permettre l'implication de tous et toutes sans prérequis. Elle vise à amener la politique au cœur de la vie des jeunes.

Le MJCF reconnaît son rôle central dans la formation des militants et dans la construction d'une conscience de classe, en les impliquant directement dans les luttes sociales de proximité.

Les jeunes ont des pratiques culturelles, sociales et sportives qui leur sont propres. Le MJCF s'inspire et part de ces pratiques pour mener son activité.

La politisation des événements du MJCF permet le développement de la conscience de classe. Cette politisation se fait sans folklorisme pour éviter la marginalisation. Elle doit apporter l'ensemble des éléments nécessaires à la formation aux enjeux de notre temps et la lutte contre le capitalisme.

Créer des espaces de sociabilité

La jeunesse questionne particulièrement les sociabilités, en ce qu'elles sont un besoin en tant qu'expérience constitutive.

Le MJCF est une organisation d'éducation populaire et un espace de socialisation des jeunes.



Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Le MJCF impulse des temps d'échange là où se trouvent les jeunes, au sein et à proximité des lieux d'études, d'activité et de vie. Elles sont des portes d'entrée accessibles à notre mouvement. Ces temps informels font partie du quotidien du militantisme.

Les initiatives de masses permettent au MJCF de se visibiliser. Elles sont aussi l'occasion de regrouper le plus de jeunes possibles autour d'une revendication, tout en permettant l'accès aux loisirs, aux sports et à la culture.

Les fédérations peuvent se doter d'un pôle vie des loisirs pour permettre l'accès au sport et à la culture aux jeunes.

Le MJCF organise des fêtes populaires et des activités sportives comme des tournois de football par exemple.

Ces temps festifs sont des espaces de sociabilité privilégiés par le MJCF.

Ils permettent une activité politique à grande échelle et sont organisés en cohérence avec la ligne défendue par le mouvement.

Organiser et faire vivre la solidarité concrète

Le MJCF mène des actions de solidarité concrète. Ces actions permettent de créer de la solidarité entre jeunes. Elles permettent de lutter concrètement contre les inégalités et la précarité des jeunes. Les actions de solidarité concrète se font en lien avec les campagnes du MJCF. Elles correspondent à une manière différente de faire de la politique tout en la mettant au cœur de ce geste.

La solidarité concrète est une porte d'entrée dans l'organisation. Les jeunes souvent sensibles aux initiatives solidaires peuvent se sentir concernés et vouloir s'y impliquer.

La solidarité concrète se décline par des collectes diverses, des révisions et ateliers solidaires ou des événements culturels et sportifs au profit d'une association partenaire.

Dans l'ensemble de ses activités, le MJCF prête une attention toute particulière à la sécurité des camarades et des personnes qui assistent à ces activités, notamment en ce qui concerne les violences sexistes et sexuelles. Un affichage dédié est systématiquement mis en place et une personne désignée référente en cas de problème.

Des structures proches du quotidien

Le groupe et le cercle, échelons principaux de structuration du MJCF

Le MJCF a vocation à se structurer au plus proche des jeunes.

La structuration au plus proche des jeunes est à la fois cohérente avec notre idéologie : renverser le capitalisme par la base et par la masse et avoir des réseaux de structuration dense pour conserver le pouvoir. Et elle est plus efficace pour le militantisme de tous les jours : cela permet de mieux connaître les enjeux locaux, limiter les temps de déplacement ou encore favoriser l'engagement des potes/connaissances.

Son action est menée à l'échelon d'un lieu d'étude, de travail ou de vie qui regroupe un grand nombre de jeunes, comme les lycées, campus, les centres de formation d'apprentis, résidences étudiantes ou lieux de travail.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Le MJCF s'engage et se fixe pour objectif de renforcer son implantation dans les quartiers populaires, en soutenant les initiatives locales de solidarité, en luttant contre les discriminations et en promouvant des projets culturels et sportifs.

C'est pourquoi il met au cœur de son fonctionnement le militantisme quotidien et de terrain. Pour cela il s'appuie sur les échelons de base que sont les cercles.

Le groupe ou le cercle se structure majoritairement sur les lieux d'études, de formation, de vie et de travail. Il organise l'activité et l'action militante au quotidien. Il déploie un large panel de gestes dont les objectifs principaux sont de faire adhérer les jeunes, mettre en dynamique les militants du MJCF et développer une conscience de classe.

Le groupe ou le cercle permet de rassembler les jeunes sur un sujet spécifique à leur environnement quotidien. Il vise à organiser ses activités de manière autonome. Il n'est pas un échelon de souveraineté. Son activité peut reposer sur des sympathisants. L'activité du groupe ou cercle tend à être planifiée démocratiquement, à partir des discussions entre groupe/cercles. La planification de l'activité collective permet l'élaboration d'un calendrier à l'échelle efficace, la montée en responsabilité. N'étant pas un échelon de souveraineté, elle permet l'intégration des sympathisants. Elle s'inscrit en cohérence avec les objectifs d'union de groupes, fédéraux et nationaux.

Le MJCF se dote d'échelons qui permettent la coordination de l'activité des groupes et des cercles. C'est le rôle de l'union de groupe et du secteur étudiant.

Lorsque l'Union de Groupe estime en avoir les ressources militante et politiques, elle crée des groupes/cellules locaux pour impulser l'activité et s'implanter sur des cibles de militantisme précises.

C'est un échelon démocratique. Il permet de fixer des objectifs et de mettre en place des calendriers d'activité pour la campagne du MJCF.

L'union de groupe et le secteur sont aussi les échelons privilégiés pour organiser les initiatives de masses et fêtes populaires.

Le MJCF mène des batailles pour l'autodétermination des peuples et contre l'impérialisme

Une activité qui répond aux enjeux internationaux

Le MJCF lutte pour l'autodétermination des peuples et contre l'impérialisme à travers des batailles ciblées, impulsées et animées par le Conseil national.

Ces batailles permettent au mouvement d'adapter son activité politique aux particularités des enjeux internationaux et de s'inscrire dans l'actualité.

Elles s'inscrivent dans un cadre revendicatif qui permet d'adapter nos gestes d'organisations et de mobiliser nos partenaires pour favoriser les victoires politiques.

Obtenir des victoires concrètes

Les batailles internationales répondent à un impératif de victoires concrètes et de renforcement du mouvement. Ces batailles sont un moyen de lutter à l'échelle locale contre l'impérialisme français et pour faire avancer la bataille idéologique.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Ces batailles s'articulent autour de revendications ciblées, d'objectifs et de gestes d'organisation communs, permettant d'entretenir un rapport de force favorable à ces victoires.

Les victoires sont essentielles à la construction de groupes militants. Elles favorisent la dynamique du collectif et font sentir aux camarades qu'ils sont efficaces. En cela, elles favorisent la conscience de classe et montrent que la lutte collective est utile. En voyant notre orga comme dynamique, les gens s'y mobilisent plus facilement. Il faut donc viser des victoires accessibles et collectives: une victoire sans avoir impliqué les jeunes, militant ou non, ou trop longue et coûteuse ne sera pas efficace. En ce sens, des victoires intermédiaires sont utiles pour construire une force à même de décrocher des victoires plus ambitieuses et ainsi faire grandir notre organisation en vue de ses objectifs.

Elles sont déclinées localement pour que les fédérations puissent s'en saisir à leur échelle. Chaque victoire locale vient ainsi renforcer la dynamique nationale et permet la massification du mouvement. Elles offrent une plus grande visibilité au mouvement et une cohérence nationale importante.

Ces batailles permettent au MJCF de s'adresser au plus grand nombre, et de faciliter largement l'adhésion au mouvement par le biais des sujets internationaux.

Une activité encadrée par le Conseil national

Le Conseil National propose des outils, gestes d'organisation, et objectifs qui permettent aux fédérations de mener chaque bataille, en fonction de ses spécificités. Il développe à travers le secteur international et le pôle bataille des idées le contenu politique et d'analyse nécessaire aux fédérations. Il assure, par toute sa production, la cohérence nationale des batailles menées par le mouvement.

Ces gestes d'organisation ont vocation à toucher le plus grand nombre, à l'image des initiatives de solidarités et des journées nationales d'action.

Les objectifs, la durée et les modalités des batailles menées doivent être au cœur des débats du Conseil national, et peuvent être adaptés aux contextes locaux par les fédérations.

Pour garantir l'efficacité de ses actions, le Conseil national évalue régulièrement les batailles menées et le bilan de l'activité des fédérations.

Le MJCF prend acte d'une inégalité de développement territorial. Les dynamiques fédérales ne sont pas les mêmes. Le MJCF se fixe comme objectif d'harmoniser les pratiques de structuration et d'organisation à l'échelle nationale. Le Conseil National, en est le garant. Il doit travailler à développer les échanges sur l'organisation, l'implantation et l'animation du militantisme.

L'Union des Étudiantes et Étudiants communistes, une branche au cœur des préoccupations étudiantes

Une organisation de référence dans l'enseignement supérieur

L'Union des Étudiantes et Étudiants communistes a vocation à être une organisation de référence dans l'enseignement supérieur, notamment dans les universités, les grandes écoles, les écoles et instituts spécialisées, les IUT, les STS, les ENSA, les CPGE, et autres lieux d'études.



Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

Pour y parvenir, l'UEC développe des gestes et un matériel en cohérence avec la vie étudiante. Elle se structure dans les lieux de vie et d'études des jeunes. L'UEC déploie les gestes du MJCF en les adaptant à l'enseignement supérieur.

L'UEC structure les sociabilités ainsi que les espaces de sociabilités. Elle développe des gestes de masses et des initiatives populaires.

L'UEC a vocation à se développer dans l'ensemble des lieux de l'enseignement supérieur. Elle tend à aller dans les lieux où elle n'est pas encore structurée, notamment les IUT.

L'UEC est partie prenante du monde universitaire. Elle mène la bataille des idées de manière offensive, notamment via l'organisation de semaines thématiques. Les conférences que peut organiser l'UEC sont un lieu privilégié de la bataille des idées. Elles permettent de donner un cadre concret et ouvert pour exposer l'analyse du MJCF sur un sujet donné. Elles s'inscrivent dans des semaines thématiques ou dans la campagne de l'UEC.

Une campagne ancrée dans les réalités des jeunes de l'enseignement supérieur

Les campagnes de l'UEC partent des besoins concrets des étudiantes et étudiants, en particulier celles et ceux issus des classes populaires et travailleuses, pour amener à une remise en cause du capitalisme.

L'UEC se dote d'une campagne structurante qu'elle déploie dans l'ensemble des lieux des cercles et secteurs. Elle doit permettre l'adhésion des étudiantes et étudiants. L'ANA a la possibilité de proposer une nouvelle campagne pour l'UEC.

L'UEC mène une campagne avec comme mot d'ordre : étudier, se loger, s'épanouir. Elle vise à demander la création de 350 000 places en logement CROUS, la rénovation et l'encadrement des loyers. Ces revendications permettent de mettre en avant l'importance du logement pour garantir une formation de qualité.

Cette campagne doit permettre à l'UEC de s'implanter dans les cités universitaires et dans les établissements où elle est encore absente.

Le MJCF en campagne : s'implanter sur les lieux d'études, de travail et de vie des jeunes

Le MJCF mène une campagne structurante

L'activité d'une campagne du MJCF vise à s'implanter sur les lieux d'études, de vie et d'activité des jeunes pour y créer des structures militantes. Ces lieux concentrent un nombre de jeunes important, et les inégalités de classe y sont fortes.

Pour mener une campagne, le MJCF développe des gestes d'organisation qui permettent la formation politique des militants. Son organisation, et ses structures militantes lui permettent de proposer des gestes multiples, à destination de ses adhérentes, adhérents et contacts.

Il développe un plan d'action et une politique de suivi renforcé pour soutenir les fédérations rurales à répondre aux enjeux de dispersion.

Pour développer sa campagne, le MJCF se dote de calendriers et de plans d'action à tous les échelons. Ils garantissent la planification de l'activité et sa pérennité, condition pour obtenir des victoires politiques et organisationnelles.

Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

La campagne du MJCF se base sur un mot d'ordre qui permet une réflexion sur le dépassement du capitalisme. Ce mot d'ordre part des besoins et aspirations concrètes des jeunes, et doit être une porte d'entrée, accessible au plus grand nombre. Il doit être facile à comprendre sans prérequis.

Le MJCF mène campagne pour planifier l'orientation, la formation et l'insertion professionnelle des jeunes pour dépasser les logiques capitalistes

La crise économique que connaît la France se répercute directement sur la vie des jeunes. Réussir sa scolarité ne permet plus d'accéder aux études supérieures, obtenir un diplôme ne suffit plus pour trouver du travail, et ces derniers sont souvent mal rémunérés et aliénants.

Pour sortir de cette situation, et permettre à chaque jeune de s'impliquer pleinement dans les transformations révolutionnaires que nous souhaitons impulser, nous devons répondre aux crises de la vocation, et redonner du sens aux carrières professionnelles que se construisent les jeunes.

Le MJCF mène campagne pour apporter une solution d'urgence à cette crise que les jeunes subissent à travers leurs formations, études et emplois. Le mot d'ordre de cette campagne est *1 000 000 d'emplois pour sortir les jeunes de la précarité et révolutionner la France.*

Le chiffre d'un million correspond au nombre de jeunes qui ne sont ni en emplois, ni en études, ni en formation.

Le MJCF développe une adresse spécifique sur les contrats précaires et les jeunes travailleurs et travailleuses. La remise en question des contrats précaires est une porte d'entrée pour une réflexion plus générale sur le salariat.

La recherche d'emploi stable et émancipateur, pour que chaque jeune choisissent leur emplois et mettent fin aux job alimentaires.

Cette campagne se déploie sur l'ensemble des lieux où le MJCF est implanté, à travers des gestes militants et des revendications adaptées à chacun. En associant déclinaisons spécifiques aux lieux de militantisme et cohérence nationale, cette campagne doit nous permettre une unité d'action partout en France.

Sur les lycées généraux et technologiques, le MJCF revendique *la suppression de Parcoursup et son remplacement par un service public de l'orientation.* Il vise à mettre fin à la sélection et à pousser la planification des formations en fonction des besoins de la société.

Sur les lycées professionnels et agricoles, le MJCF revendique la construction d'un service public de l'orientation, *un statut juste et protecteur pour les stagiaires* ainsi qu'une *planification démocratique des formations.* Ils visent à permettre l'émancipation des jeunes en formation professionnalisante, tout en redonnant tout son sens à ces formations.

Sur les Centres de formation d'apprentis (CFA), le MJCF revendique *un statut protecteur de l'apprenti* et une *planification démocratique des formations* dans lesquelles les jeunes peuvent s'insérer facilement. Ce statut doit nous permettre d'agir parallèlement sur quatre leviers : une augmentation du salaire des apprentis avec la garantie du SMIC, dès la première année d'apprentissage et quel que soit l'âge ; la mise en place d'un socle commun de connaissance pour assurer une formation de qualité et la création de passerelles vers les études supérieures ; le renforcement de l'encadrement et du suivi des apprenties et apprentis, par l'augmentation du nombre de formatrices et formateurs et la mise en place d'un système de tutorat renforcé en entreprise ; la création d'emplois utiles, le versement des primes de fin contrat, ainsi que



Texte d'orientation du 44e congrès du MJCF

la généralisation de la titularisation ou de l'obtention d'un CDI à l'issue de la période d'apprentissage. Les CFA ne peuvent être un objet de convoitise patronale où des jeunes voient leur avenir confié à leurs futurs exploités. Le MJCF revendique le basculement des CFA sous l'autorité du Ministère de l'Éducation Nationale et la fin du libre-versement par les entreprises de la taxe d'apprentissage aux CFA de leur choix.